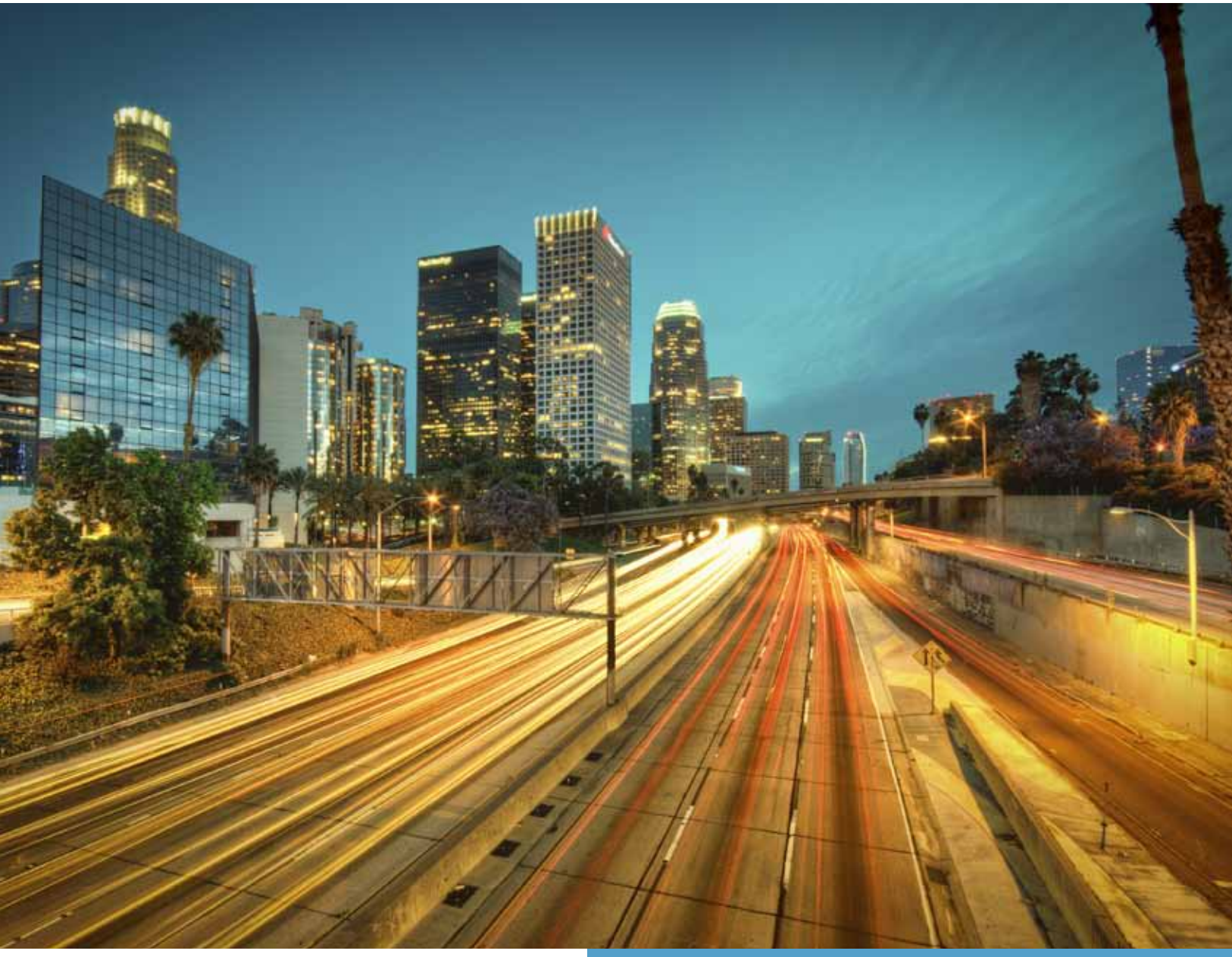


Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique
conjointe présidée par
S.A.R. le Prince Philippe
du 2 au 9 juin 2013

ÉTATS-UNIS

LOS ANGELES, SAN FRANCISCO / SILICON VALLEY

agence pour le
commerce extérieur

QUARTERS ONLY
50¢

PRÉFACE

« When you throw in the engine of Silicon Valley, the power of Hollywood, and an economic tailwind, the state will look a lot much closer to that thing called The American Dream and a lot less like Greece » affirme David Mc Cuan, professeur en sciences politiques à l'Université de Sonoma, à propos de la Californie.

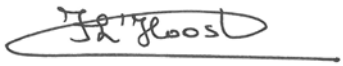
L'État le plus prospère des États-Unis ne manque pas d'atouts pour attirer les investisseurs. L'accès aisé au financement et la collaboration fructueuse avec le monde universitaire créent un climat propice aux affaires. Les hautes technologies de la Silicon Valley, les centres de recherche scientifique de San Diego, mais également le Golden Gate de San Francisco ainsi que les studios cinématographiques de Los Angeles illustrent le succès californien.

La dette de l'oncle Sam fait les choux gras de la presse économique ces dernières semaines. La santé fragile des indicateurs américains actuels évoque la situation de crise des pays de la zone euro. Le spectre des restrictions sur les dépenses publiques qui plane depuis l'été 2011 sur la Maison-Blanche est bel et bien devenu réalité, à défaut de compromis entre républicains et démocrates. La Californie n'est pas épargnée, mais elle a trouvé une alternative pour pallier son déficit budgétaire en augmentant ses taxes, tandis que son taux de chômage s'amenuise au fil du temps.

Les priorités du second mandat de Barack Obama axées sur le renforcement de la règlementation en matière d'armes, la lutte contre les changements climatiques ou encore la réforme des lois sur l'immigration devront tenir compte de la cure d'austérité. Par ailleurs, les bonnes nouvelles affluent également : la brique américaine reprend des couleurs alors que le projet d'accord de libre-échange avec l'Union européenne est de bon augure pour nos exportateurs, pour la croissance et pour l'emploi.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export, et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire et de se montrer à la hauteur du marché californien.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans la mission qui nous emmènera en Californie.



Fabienne L'Hoost

Directeur général adjoint

Marc Bogaerts

Directeur général

EXECUTIVE SUMMARY

Selon le critère du produit intérieur brut, les États-Unis sont le pays le plus riche du monde, encore loin devant leur dauphin chinois que l'on dit si menaçant. Ils sont hautement redevables de ce succès à l'État de Californie, qui contribue à 13% de son PIB. Cette performance lui vaudrait le titre de 8e puissance économique s'il était indépendant.

Le taux de croissance américain de 2,2% s'annonce stable pour les années futures, mais pourrait se voir entravé par les conséquences des décisions politiques récentes. Le niveau de la dette publique (16.600 milliards d'USD) constitue en effet un paramètre inquiétant pour la santé économique du pays de l'oncle Sam. En l'absence d'un accord concluant au Congrès, les coupes budgétaires fédérales de 85 milliards d'USD se sont concrétisées en mars et pourraient réduire le déficit de 1.200 milliards d'USD en dix ans.

À l'échelle californienne, la parade à l'endettement se matérialise dans un accroissement des taux de taxation ; les recettes générées bénéficient au secteur de l'éducation.

L'inflation est modérée et s'élève à 1,7%. La politique monétaire de la banque centrale américaine (FED) se calque sur son évolution, mais également sur celle du chômage. Le taux d'intérêt directeur restera proche de 0% tant que le taux de chômage ne descendra pas sous la barre des 6,5%. Les derniers chiffres se veulent encourageants. La Californie s'oriente vers une création nette d'emplois durable et a affiché fin 2012 les meilleures statistiques depuis quatre ans.

En matière de commerce extérieur, les États-Unis soignent leurs relations avec le continent asiatique dans les négociations pour le Trans-Pacific Partnership. L'ouverture des discussions avec l'Union européenne pour fonder une zone de libre-échange d'une ampleur inédite stimulerait la croissance et l'emploi, deux enjeux majeurs de part et d'autre de l'Atlantique.

Malgré les difficultés soulignées par les paramètres macroéconomiques du pays, la Californie reste tournée vers l'avenir et compte toujours « innovation » parmi ses maîtres mots. Les nouvelles technologies sont au cœur des secteurs cités comme les plus dynamiques.

La synergie entre les sphères universitaire, financière et entrepreneuriale crée un climat propice au développement des biotechnologies. Des pôles de compétence prolifiques mettent en exergue les sciences du vivant, en particulier le biomédical, domaine de prédilection californien.

Les technologies de l'information et de la communication (ICT) riment avec la Silicon Valley. Les plus grands noms en matière de hardware et de software en sont issus, mais les start-ups peuvent aussi tirer leur épingle du jeu. Dans les télécommunications, l'internet haut débit se généralise sur tout le territoire américain.

La Californie s'est affirmée comme l'épicentre du marché vert, de par le nombre d'entreprises, d'emplois, d'investissements et de brevets liés aux technologies propres recensés dans ses métropoles. Les énergies renouvelables s'accaparent déjà 15% du mix californien, soit le triple de la moyenne nationale. La naissance du marché carbone en Californie fin 2012, le plus vaste après celui de l'Union européenne, illustre encore les ambitions de l'État dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Après une première partie destinée à dresser la situation macroéconomique des États-Unis et de la Californie, cette étude proposera une analyse sectorielle se concentrant sur les trois domaines précités : les biotechnologies, l'ICT et le cleantech. Nous enchaînerons par un échantillon de réussites récentes d'entreprises belges en Californie pour conclure par une section listant les adresses et contacts utiles.

TABLE DES MATIÈRES

1 DONNÉES GÉNÉRALES 9

2 DONNÉES ÉCONOMIQUES 13

2.1 INDICATEURS CLÉS 14

2.1.1 PIB 14

2.1.2 Inflation 17

2.1.3 Taux de change 18

2.1.4 Emploi 20

2.1.5 Dette publique 21

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR 26

2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS 32

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE 34

2.4.1 Appréciation du risque selon l'Office National du Ducroire 34

2.4.2 Autres indicateurs de risque 36

3 APPROCHE SECTORIELLE 39

3.1 BIOTECHNOLOGIE 40

3.1.1 Les points forts du secteur 42

3.1.2 Les grandes catégories 44

3.1.3 Un employeur de choix 46

3.1.4 La réforme des soins de santé 47

3.2 ICT 48

3.2.1 Télécommunications 49

3.2.2 Informatique 52

3.3 CLEANTECH 54

4 RÉUSSITES RÉCENTES 61

5 ADRESSES UTILES 69

5.1 EN BELGIQUE 70

5.2 AUX ÉTATS-UNIS 71

5.3 SITES À CONSULTER 72

6 SOURCES 73

1

DONNÉES GÉNÉRALES

- Les États-Unis d'Amérique forment une république fédérale basée sur la constitution de 1787. Ils sont composés de 50 États. Ils sont subdivisés en «counties», eux-mêmes partagés en «townships». La capitale est Washington, D.C.

- Le pays est dirigé par le président démocrate Barack Obama, réélu pour un second mandat le 6 novembre 2012. Le gouverneur de Californie est le démocrate Jerry Brown.

- Les États-Unis comptaient 313,9 millions d'habitants au 1er juillet 2012. C'est le 3e pays le plus peuplé de la planète après la Chine et l'Inde.

  La moyenne d'âge est de 37 ans. L'espérance de vie s'élève à 76 ans pour les hommes et à 81 ans pour les femmes.

  La population est composée de personnes blanches à 63,7 %, de personnes d'origine hispanique ou latino à 16,3 %, de personnes noires ou afro-américaines à 12,2%, de personnes asiatiques à 4,7 %, de personnes aux origines multiples à 1,9%, d'amérindiens et de natifs de l'Alaska à 0,7 %, de natifs d'Hawaï ou d'autres îles du Pacifique à 0,2% et de personnes d'autres origines pour le reste (0,3%).

  51 % des Américains adhérent à la religion protestante et 24 % sont catholiques. Les autres sont mormons, juifs, bouddhistes, musulmans ou sans religion officielle.

  La Californie est l'État le plus peuplé du pays avec ses 37,8 millions d'habitants au 1er juillet 2012. La plus grande métropole est Los Angeles (18 millions d'habitants), suivie par la baie de San Francisco (7 millions) puis par San Diego (1,3 million). Cependant, elle connaît un tassement démographique. Le taux de natalité diminue alors que le nombre de personnes âgées augmente.

- La superficie des États-Unis est de 9.161.923 km^2, soit 300 fois la Belgique. C'est le 3e plus grand pays du monde. Ils comptent 8.893 km de frontière avec le Canada et 3.141 km avec le Mexique, ainsi que 19.924 km de côtes.

  La Californie s'étend sur 423.970 km^2. C'est le 3e État du pays en superficie.

- La langue officielle est l'anglais. Les autres langues sont relativement peu parlées, même si l'espagnol est pratiqué par la population latino-américaine.

- Le climat américain est principalement tempéré. Mais il peut être qualifié de tropical à Hawaï et en Floride, d'arctique en Alaska, semi-aride dans les plaines de l'ouest du Mississippi et aride dans le grand bassin du sud-ouest.

- La monnaie nationale est le dollar américain. En date du 15 février 2013, 1 USD valait 0,75 EUR. Le prix du Big Mac, utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises, est en moyenne de 4,37 USD en janvier 2013, contre 4,88 USD dans la zone euro. Le pouvoir d'achat d'un dollar est donc plus élevé aux États-Unis.

- Les États-Unis affichent un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,910 et occupent la 3e place sur 169 pays étudiés, derrière la Norvège et l'Australie.

2

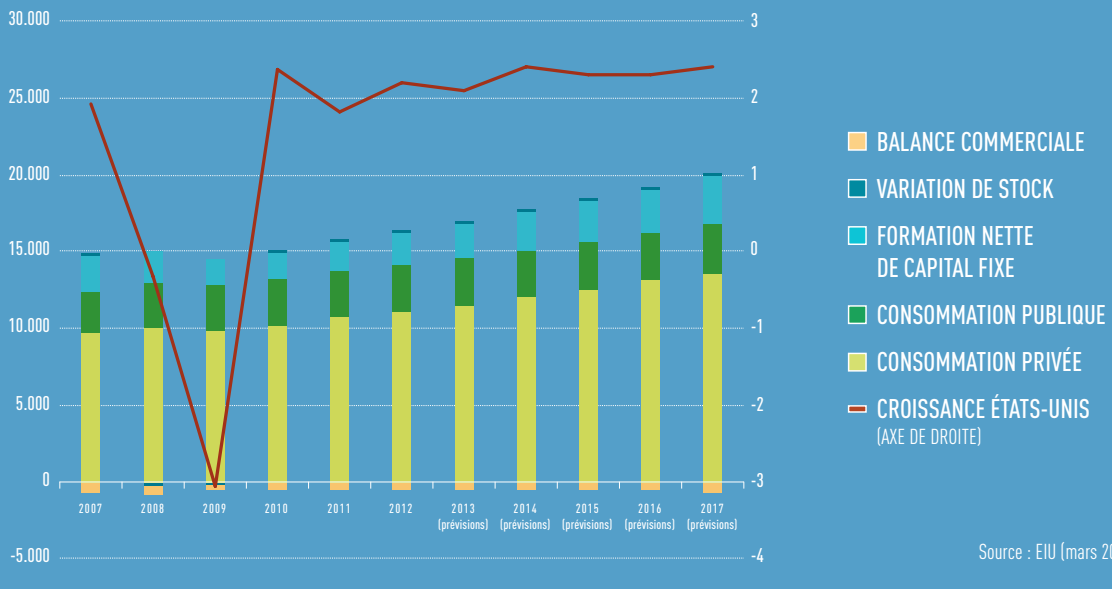
DONNÉES ÉCONOMIQUES

2.1 INDICATEURS CLÉS

2.1.1 PIB

Le produit intérieur brut est l'indicateur numéro un pour diagnostiquer la santé économique d'un pays.

PIB EN VOLUME (EN MILLIARDS D'USD COURANTS) **ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL** (EN %)



Source : EIU (mars 2013)

En 2011, le produit intérieur brut nominal au prix du marché s'élevait à 15.076 milliards d'USD ou 48.350 USD par tête, le pays comptant 311,8 millions d'habitants. Le PIB global de 2012 atteint 15.682 milliards d'USD ou 49.888 USD par tête.

Selon ce critère, les États-Unis seraient le pays le plus riche du monde, avec plusieurs longueurs d'avance sur la Chine et sur le Japon.

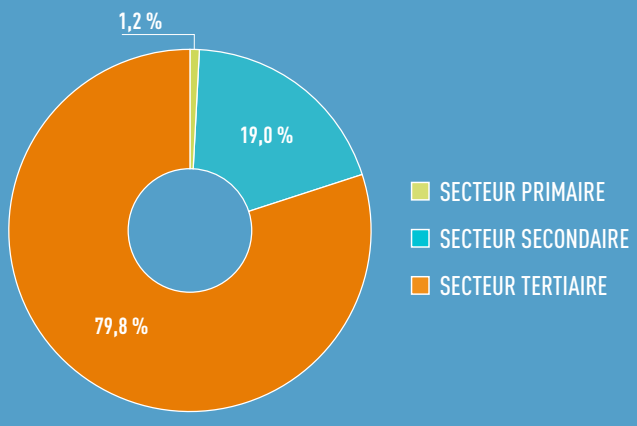
Au niveau du PIB par habitant, les États-Unis arrivent 11e dans un classement emmené par le Luxembourg, le Qatar et la Norvège.

LES PAYS PRÉSENTANT LES PIB LES PLUS ÉLEVÉS (ESTIMATIONS 2012, PRIX COURANTS)

RANG	PAYS	PIB 2012 (MILLIARDS D'USD)	PIB 2011 (MILLIARDS D'USD)	ÉVOLUTION
1	États-Unis	15.653	15.076	+3,8 %
2	Chine	8.250	7.298	+13,0 %
3	Japon	5.984	5.867	+2,0 %
4	Allemagne	3.367	3.607	-6,7 %
5	France	2.580	2.778	-7,1 %
6	Royaume-Uni	2.434	2.431	+0,1 %
7	Brésil	2.425	2.493	-2,7 %
8	Italie	1.980	2.199	-9,9 %
9	Russie	1.954	1.850	+5,6 %
10	Inde	1.947	1.827	+6,6 %

Source : FMI 2013

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB 2011 (EN %)



Source : EIU (mars 2013)

La Californie présente une économie digne d'un pays. Son PIB est plus élevé que celui du continent africain dans sa globalité et il contribue au PIB américain à raison de 13 %. Si la Californie était indépendante, elle figurerait parmi les dix plus grandes puissances mondiales, à hauteur de l'Italie.

Contre toute attente, le PIB américain a connu au 4e trimestre de 2012 sa première diminution en rythme annuel depuis 3 ans, dans un contexte de ralentissement de la reconstitution des stocks et de forte baisse des dépenses de l'État en matière d'armement. Il s'est contracté de 0,1 %, après une hausse de 3,1 % au 3e trimestre. Toutefois, le taux de croissance annuel affiche une progression considérable, passant de 1,8 % en 2011 à 2,2 % en 2012.

La consommation des ménages génère en moyenne 70 % du PIB américain. Les dépenses publiques interviennent pour 20 % et les investissements ou « formation nette de capital fixe » pour 12% environ. La balance commerciale, légèrement déficitaire et valant 4 % du PIB, sera analysée dans la partie relative au commerce extérieur.

Le retournement récent du marché immobilier devrait conduire à un raffermissement de la croissance en 2013. Les achats des maisons en Californie du Sud ont par exemple déjà augmenté de 25 % en octobre 2012 par rapport à l'année précédente.

La contribution relative des différents secteurs au PIB global est stable au cours du temps.

Secteur primaire

Il regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie.

Même si elle ne représente qu'une part très maigre du PIB, l'agriculture américaine reste un poids lourd au niveau mondial. Premier importateur et deuxième exportateur derrière l'Union européenne, les États-Unis sont le premier producteur de viande bovine, de lait de vache, de maïs, de viande de poulet et de soja (FAO, 2011, en valeur).

La Californie abonde en fruits et en légumes (carottes, laitues, oignons, brocolis, tomates, fraises, amandes…). Ses récoltes agricoles les plus rentables sont celles de raisin, de coton, de fleurs et d'oranges. Les produits laitiers constituent la part la plus large de ses revenus agricoles. Le vin contribue aussi à la renommée de l'État. Le succès de la productivité californienne s'explique par la richesse du sol, la longévité de la végétation et l'utilisation de techniques modernes.

Secteur secondaire

Par secteur secondaire, on entend toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Celui-ci comprend donc de nombreuses formes d'industries, mais également la construction.

Parmi les domaines qui contribuent à maintenir la réputation du pays de l'oncle Sam, citons les industries lourdes, l'aéronautique, l'automobile, l'électronique et l'informatique, l'électricité, les biens de consommation et l'agroalimentaire.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le secteur industriel s'est fortement développé en Californie notamment l'électronique, les ordinateurs, les machines, les équipements de transport et la métallurgie. Après la guerre froide, les ventes d'armes se sont tassées. Au nord de l'État, on trouve la Silicon Valley, abritant une forte concentration d'entreprises de pointe spécialisées dans le software.

Secteur tertiaire

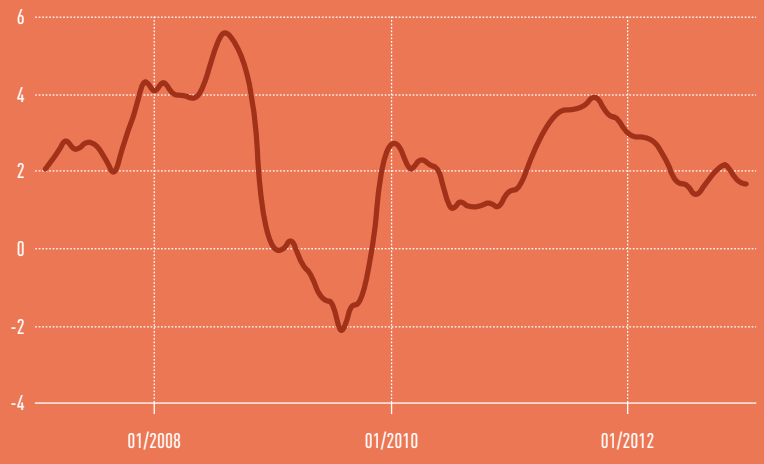
Par secteur tertiaire, on entend l'activité économique constituée du commerce, de l'administration, des transports, des activités financières et immobilières, des services aux entreprises et aux particuliers, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

La tertiairisation de l'économie américaine est croissante. Chaque année, les activités de services se taillent la part du lion avec environ 80 % du PIB.

La Californie reste un fleuron des États-Unis en ce qui concerne le cinéma, l'animation et le loisir, spécialement à Hollywood et Burbank. Le tourisme joue aussi un rôle important. Les parcs à thème (Disneyland, Sea World…) attirent chaque année des millions de visiteurs, tout comme les grands parcs nationaux (Yosémite, Sequoia…) et les plages du Pacifique.

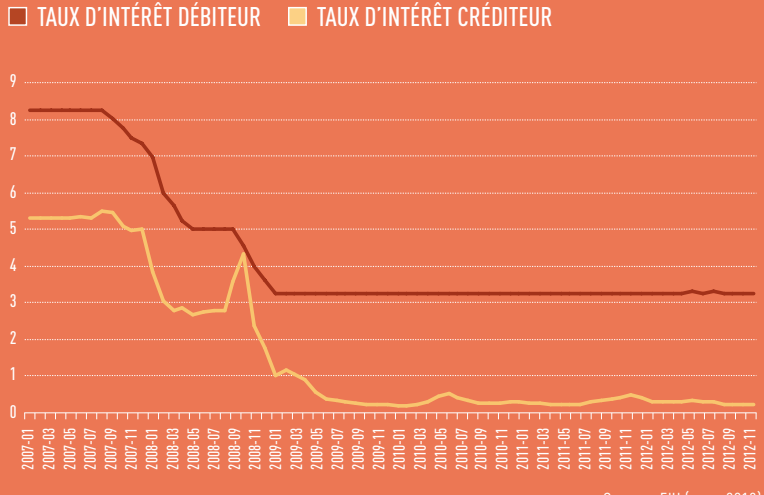
2.1.2 Inflation

TAUX D'INFLATION (EN %)



Source : Bureau of Labor Statistics (janvier 2013)

TAUX D'INTÉRÊT DÉBITEUR ET CRÉDITEUR (EN %)



Source : EIU (mars 2013)

Quand on parle d'inflation, il s'agit de l'inflation sur la base de l'indice des prix à la consommation. Ce dernier reflète l'évolution des prix d'un ensemble standard de marchandises et services que les ménages, américains en l'occurrence, achètent pour leur consommation propre. Pour déterminer l'inflation, on considère l'augmentation de l'indice sur une période donnée par rapport à sa valeur au cours d'une période précédente. L'indice et son évolution servent de référence à la Federal Reserve ou Fed (banque centrale américaine) pour la conduite de sa politique monétaire.

Le taux annuel d'inflation était de 1,7 % en décembre 2012, par rapport à 3% en décembre 2011. C'est la 3e plus faible hausse de prix (décembre-décembre) des dix dernières années, dont la moyenne s'élève à 2,4 %.

Hors alimentation et énergie, le taux d'inflation a atteint 1,9 % l'année dernière. L'index énergie a augmenté de 0,5 % en 2012, contre 6,6 % en 2011. L'index alimentaire a progressé de 1,8 % en 2012, contre 4,7 % en 2011.

La hausse des prix reste inférieure à l'objectif de la Fed qui souhaite une inflation moyenne de 2 % sur un an à moyen terme.

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt débiteur est le taux d'intérêt perçu par les banques sur les prêts accordés aux clients préférentiels. Le taux d'intérêt créditeur est le taux d'intérêt payé par les banques commerciales ou similaires sur les dépôts à vue, les dépôts à terme fixe et les dépôts sur compte d'épargne.

La Fed a prolongé son opération « Twist », initialement planifiée jusque juin 2012. Ce programme d'échanges de titres prévoit le rachat d'obligations d'échéances de 6 à 30 ans avec des titres de la dette court terme, étendant par ce biais la maturité moyenne de ses avoirs et injectant des liquidités dans le marché. Son objectif est d'exercer une pression baissière sur les taux d'intérêt les plus longs, sans actionner la planche à billets, et rendre ainsi les modalités de financement plus souples.

Fin janvier 2013, la Fed a décidé de reconduire une fois encore sa politique monétaire conciliante. Elle va donc continuer à acheter chaque mois pour un montant de 85 milliards d'USD d'actifs financiers répartis entre des bons du Trésor et des obligations adossées à des créances immobilières.

Elle a aussi promis de maintenir son taux d'intérêt directeur proche de 0 %, jusqu'à ce que le taux de chômage passe sous 6,5 %.

« Only a strong economy can create higher asset values and sustainably good returns for savers… [and].. the way for the Fed to support a return to a strong economy is by maintaining monetary accommodation, which requires low interest rates for a time. »

Ben Bernanke, président de la Federal Reserve, février 2013

2.1.3 Taux de change

L'évolution du taux de change du billet vert avec les deux autres grandes monnaies (l'euro et le yen) sur les dix dernières années ne s'est pas montrée régulière.

Entre janvier 2003 et juillet 2008, le dollar a perdu un tiers de sa valeur. Le 15 juillet 2008, un dollar s'échangeait contre moins de 0,63 EUR, son plus bas niveau depuis la création de la monnaie unique. Il apparaît évident que le dollar a souffert face à la crise des subprimes.

Il évolue alors en dents de scie. En août 2012, il a repassé la barre des 0,80 EUR pour ensuite redescendre progressivement jusqu'à 0,75 EUR aujourd'hui. Un regain d'optimisme dans la zone euro explique cette appréciation par rapport au dollar.

Les prévisionnistes annonçaient un début d'année 2013 favorable à l'euro, entrevoyant l'atténuation de la dette de certains pays européens. Celle-ci devrait raviver l'appétit des investisseurs pour le risque de certains actifs de la zone euro. L'Economist Intelligence Unit s'attend plutôt un renforcement du dollar par rapport à l'euro dans les années à venir.

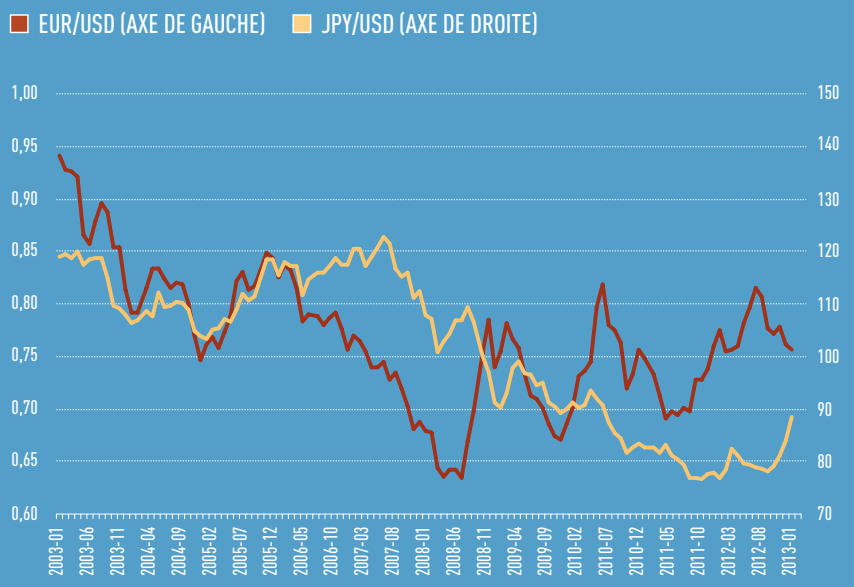
Depuis juin 2007, où il avait atteint un record au-delà de 120 JPY, la tendance du dollar par rapport au yen est baissière. Le dollar était sous les 80 JPY fin 2011, quand il a même affiché 75,32 JPY, son niveau le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale. Il reprend des couleurs depuis août 2012 face à la devise nippone qui connaît un repli, affectée par le déficit commercial significatif enregistré l'année dernière.

En dehors des taux de change par rapport au yen et à l'euro, il peut paraître judicieux d'analyser le taux effectif réel des États-Unis. Cette mesure est souvent un meilleur indicateur de la situation économique du pays. Celui-ci prend en compte l'indice des prix et pondère le taux de change nominal selon un panier de devises

représentatives des exportations et importations. Il est de ce fait plus proche d'une estimation de la compétitivité prix.

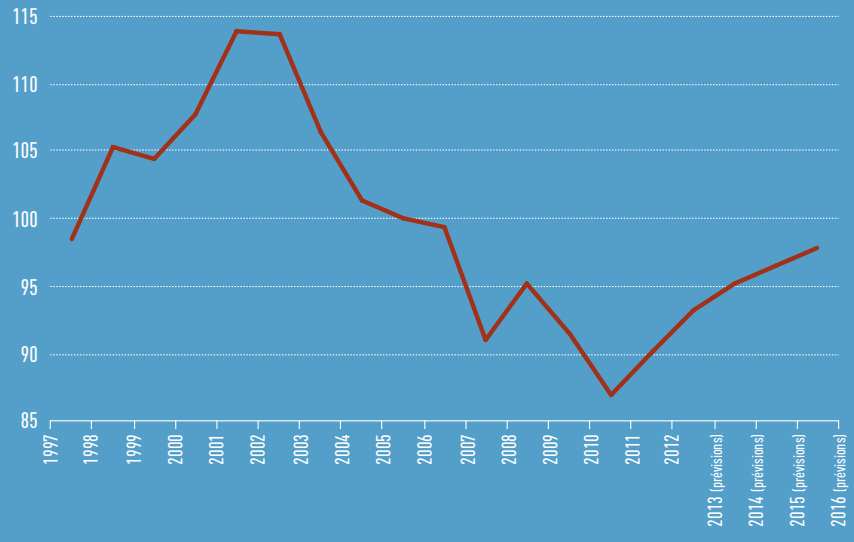
La croissance du taux de change effectif réel traduit une dépréciation évidente du billet vert en 2008 et 2009 pendant la crise des subprimes. Un renforcement s'est ensuite manifesté, autant dû au regain de confiance des consommateurs américains qu'aux difficultés de la zone euro. Depuis le milieu de l'année 2011 cependant, la valeur repart à la baisse et les prévisions montrent une dévaluation constante dans les années à venir.

TAUX DE CHANGE DU DOLLAR USD AVEC L'EURO (EUR) ET LE YEN (JPY)



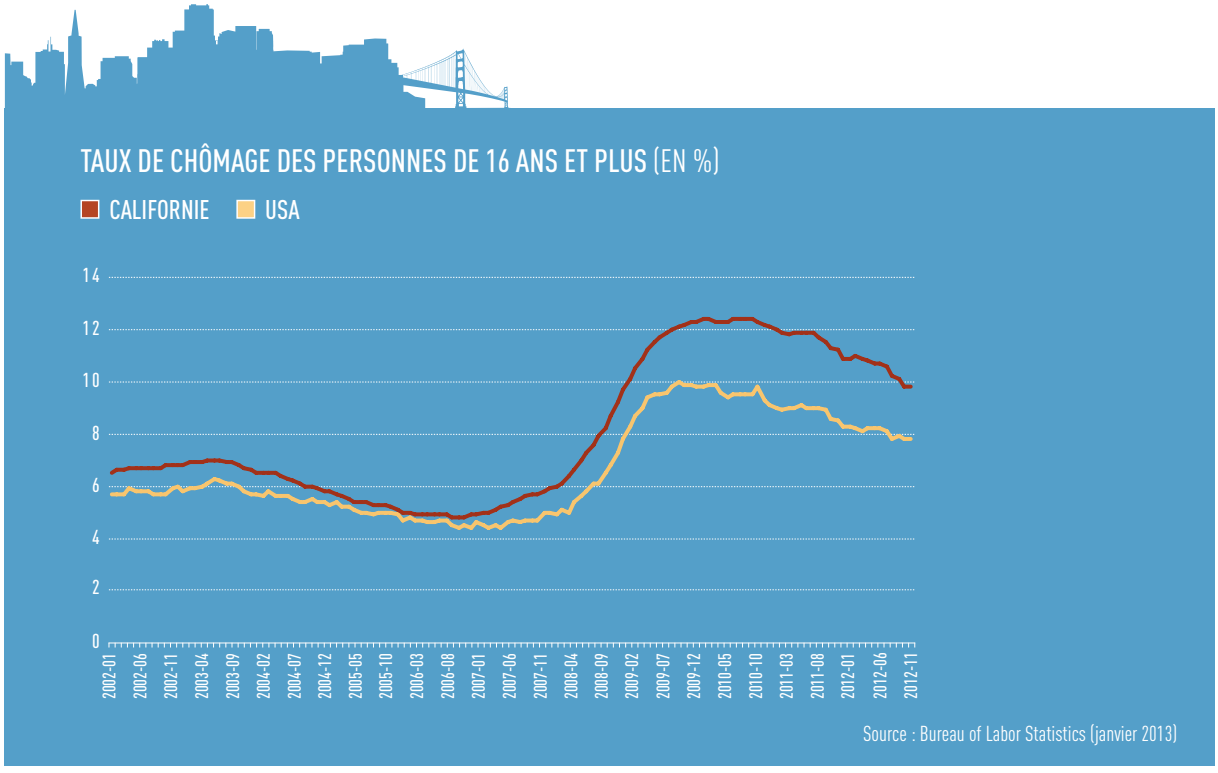
Source : Federal Reserve (janvier 2013)

TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL (2005=100) (EN %)



Source : EIU (janvier 2013)

2.1.4 Emploi



En 2008 et 2009, suite à la crise financière, le taux de chômage n'a cessé de grimper pour atteindre la barre des 10 %. Depuis lors, il est reparti à la baisse pour passer sous le seuil des 8 % en septembre 2012. Début 2013, il se chiffre à 7,8 %, ce qui représente 12,3 millions de chômeurs, parmi lesquels 38,1 % cherchent un emploi depuis 27 semaines ou plus. Les économistes de l'EIU prévoient une baisse progressive du chômage dans les prochaines années pour arriver à 6,6 % en 2016.

Le dernier trimestre 2012 a été particulièrement riche en création nette d'emplois aux États-Unis : 196.000 en novembre et 247.000 en décembre, hors secteur agricole, alors que la moyenne mensuelle de 2012 s'élevait à 181.000 postes. Selon les estimations du gouvernement, 157.000 nouveaux emplois ont été créés en janvier 2013 (166.000 dans le secteur privé, mais 9.000 pertes dans le secteur public).

« Now, most of us agree that a plan to reduce the deficit must be part of our agenda. But let's be clear, deficit reduction alone is not an economic plan. A growing economy that creates good, middle-class jobs - that must be the North Star that guides our efforts. Every day, we should ask ourselves three questions as a nation: How do we attract more jobs to our shores? How do we equip our people with the skills they need to get those jobs? And how do we make sure that hard work leads to a decent living?

A year and a half ago, I put forward an American Jobs Act that independent economists said would create more than 1 million new jobs. And I thank the last Congress for passing some of that agenda. I urge this Congress to pass the rest. »

Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 12 février 2013

Le taux de chômage californien évolue de la même manière que celui du pays, mais à un niveau plus élevé encore. Il a atteint un record de 12,4 % en 2010, mais, depuis, la Californie semble s'orienter vers une création nette d'emplois durable. Fin 2012, le chômage était à son plus bas depuis 4 ans : 9,8 %.

En un an, 225.900 nouveaux emplois ont vu le jour dans l'État californien hors secteur agricole, soit une hausse de 1,6 %.

Sept secteurs ont connu une recrudescence, en particulier celui des loisirs et du tourisme avec 60.700 places supplémentaires. Quatre secteurs ont perdu des plumes, dont le public qui paie le plus lourd tribut : 31.500 emplois en moins.

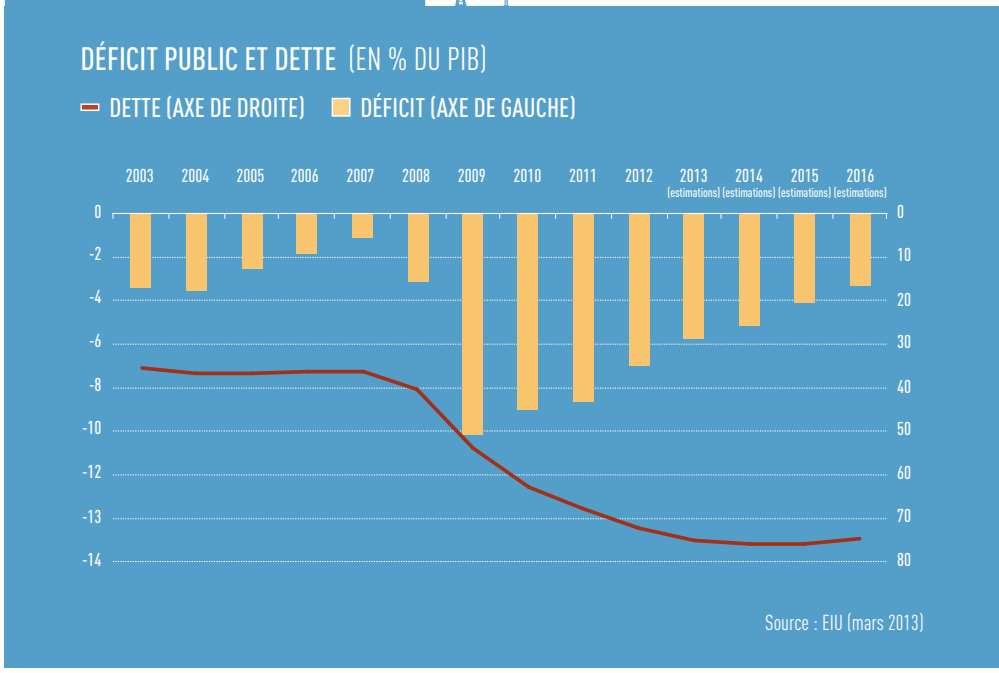
Les exportations et les investissements étrangers soutiennent la création d'emplois en Californie.

NOMBRE D'EMPLOIS EN CALIFORNIE PAR SECTEUR (EN MILLIERS)

SECTEUR	DÉCEMBRE 2012	DÉCEMBRE 2011	CHANGEMENT SUR LES 12 DERNIERS MOIS
Travailleurs salariés (hors secteur agricole)	14.398,8	14.172,9	1,6%
Mines et forêts	28,1	28,3	-0,7%
Construction	582,7	558,2	4,4%
Industries manufacturières	1.231,2	1.242,6	-0,9%
Commerce, transport et services d'intérêt public	2.736,4	2.687,0	1,8%
Information	468,2	447,1	4,7%
Activités financières	782,4	764,1	2,4%
Services professionnels et aux entreprises	2.213,4	2.164,6	2,3%
Services à l'éducation et de santé	1.913,6	1.859,0	2,9%
Tourisme, loisirs et hôtellerie	1.606,0	1.545,3	3,9%
Autres services	478,1	486,5	-1,7%
Public	2.358,7	2.390,2	-1,3%
Agriculture	381,7	385,7	-1,0%

Source : Département du développement de l'emploi du gouvernement de Californie (janvier 2013)

2.1.5 Dette publique

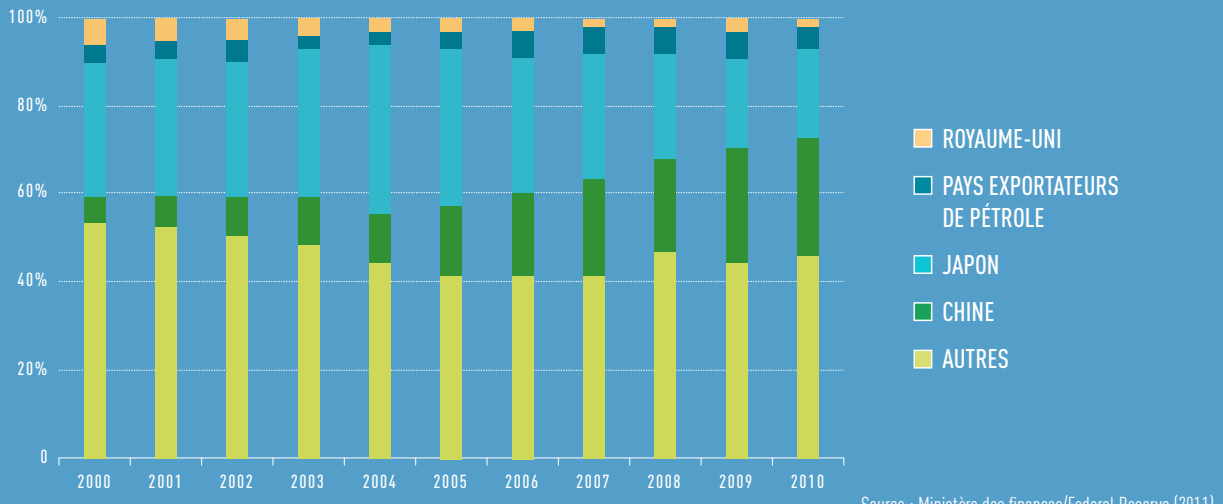


La dette publique des États-Unis regroupe l'ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunt. Elle compte deux composantes : la dette du budget fédéral américain ainsi que celle contractée par les États et les collectivités locales. La seconde n'est cependant pas comprise dans l'agrégat officiel « dette publique » des États-Unis. En Europe, les dettes des collectivités locales sont par contre bien incluses lorsque l'on parle de dette publique d'un pays. Cette différence de comptabilité biaise les comparaisons entre les États-Unis et l'Europe. En valeur absolue, la dette publique américaine totale s'élèverait aujourd'hui à 16.600 milliards d'USD, soit un peu plus que le niveau du PIB. En Europe, la dette atteint 93,1% du PIB.

À noter que les données d'EIU ne présentent que la part de la dette détenue par le public, soit tous les investisseurs (investisseurs internationaux, investisseurs domestiques privés, la FED, les gouvernements d'état et locaux) hormis le gouvernement fédéral lui-même. Le reste est nommé dette intergouvernementale et constitue environ 30% de la dette publique américaine aujourd'hui.

Le déficit public naît lorsque les produits (les recettes fiscales essentiellement) sont inférieurs aux charges (principalement les dépenses budgétaires) des administrations publiques. La dette publique augmente à chaque fois qu'un déficit public est financé par l'emprunt et représente donc l'accumulation des besoins de financement des périodes successives. La dette prend le plus souvent la forme d'emprunt d'état et la capacité de remboursement de ces emprunts contractés est évaluée par les agences de notation financière. Au sein de la dette publique, on distingue la dette publique intérieure, détenue par les agents économiques résidents du pays émetteur de cette dette et la dette publique extérieure, détenue par les prêteurs étrangers (foreign holders).

DÉTENTEURS ÉTRANGERS DE TITRES DU TRÉSOR AMÉRICAIN



Source : Ministère des finances/Federal Reserve (2011)

Les mesures d'assainissement

Le déficit public avait dépassé les 10 % du PIB en 2009 suite à la crise financière, mais diminue progressivement depuis. En 2012, il se situait en deçà des 7 % et les prévisions sont encourageantes quant à une réduction continuelle dans les années à venir.

Alors qu'elle était stationnaire à un niveau inférieur à 40 %, la dette américaine détenue par le public ne cesse de gonfler. En 2012, elle culminait à 70 % du PIB et devrait se stabiliser autour des 75 % dans les prochaines années. La dette totale a dépassé les 100% du PIB en 2012 et devrait se stabiliser autour des 105%.

Une loi est régulièrement votée par le Congrès américain pour fixer un plafond d'endettement. Il a été relevé à 14.300 milliards d'USD le 12 février 2010. Fin juillet 2011, républicains et démocrates avaient donné leur feu vert à un nouveau réajustement. Ils n'étaient cependant pas parvenus à un accord sur la politique budgétaire à mener pour redresser les comptes publics. Alors que les uns prônent le seul biais des économies, les autres poussent aux majorations d'impôts. Ils s'étaient alors octroyé jusqu'au 1er janvier 2013 pour trouver un compromis, sans quoi le « fiscal cliff » (« falaise fiscale » ou « mur budgétaire ») se déclencherait automatiquement.

Le fiscal cliff est le gouffre au bord duquel vacillait toujours le pays lors du passage à l'an neuf. Il aurait allégé le déficit budgétaire de 607 milliards d'USD pour la seule année 2013 à travers deux grands moyens :

- 400 milliards d'USD de réductions de dépenses publiques, ce qui aurait signifié un rabotage de 10 % de tous les budgets ministériels

- 200 milliards d'USD de hausse d'impôts, ce qui aurait marqué la fin d'avantages fiscaux dont bénéficiaient les Américains depuis 2010 sous l'ère Georges W. Bush.

À côté de cela s'ajoutaient des mesures complémentaires comme un relèvement des cotisations de sécurité sociale ou une fiscalisation des dividendes.

Ces initiatives auraient techniquement donné une impulsion pour assainir le déficit public. Mais, d'après les calculs du Congressional Budget Office, cette cure d'austérité se serait traduite par une récession économique dès le début de 2013 avec un choc sur la conjoncture de 3,9 points de PIB réel, la perte de deux millions d'emplois ou encore un taux de chômage remontant à 9 %.

Le Congrès et la Maison-Blanche sont parvenus à un compromis in extremis à l'aube de 2013 : une hausse des impôts des foyers américains les plus riches (revenus annuels supérieurs à 450.000 USD) et un report de deux mois des coupes budgétaires, soit le 1er mars 2013.

Au terme de cette échéance, le plan de restrictions tant redouté a été mis en application et ce sont 85 milliards d'USD qui ont été retranchés du budget fédéral pour la fin de l'année fiscale, entre mars et septembre donc. Au total, il s'agit de 1.200 milliards d'USD d'économies à répartir sur dix ans.

Le Pentagone et ses dépenses militaires assument la moitié sur ces coupes. Pour le reste, tous les domaines liés aux services publics tels que les transports, la sécurité, l'enseignement ou encore l'administration seront négativement impactés. Les programmes sociaux comme le Medicare (assurance-maladie pour les plus de 65 ans et les handicapés) et le Social Security (retraites) ne sont pour l'instant pas concernés. La fermeture de services administratifs qualifiés de « non-essentiels » pourrait survenir.

Cette décision inéluctable devrait réduire substantivement les déficits américains et assainir la dette publique qui culmine aujourd'hui à 16.600 milliards d'USD. Le 4 février 2013, Barack Obama a signé la suspension de son plafond jusqu'à l'été prochain.

Le budget californien

La situation d'endettement de la Californie a été également préoccupante. Elle a connu un déficit endémique depuis plusieurs années, qui a culminé à 15,7 milliards d'USD en 2012. Mais le California Legislative Analyst's Office prévoit à présent un surplus d'un milliard d'USD pour l'année 2014-2015. En attendant, il annonce un équilibre pour 2013, grâce non seulement aux restrictions budgétaires des dernières années, mais aussi aux mesures fiscales proposées par le gouverneur Jerry Brown et approuvées par les Californiens en novembre 2012 suite à un référendum.

La plus significative d'entre elles, la Proposition 30, instaure l'accroissement temporaire des taux de TVA d'une part (+0,25 % pendant 4 ans) et des taux de taxation sur les revenus des plus fortunés d'autre part. On estime à 6 millions d'USD les recettes annuelles additionnelles générées par cette initiative entre les années fiscales 2012-2013 et 2016-2017. C'est au secteur de l'éducation (primaire, secondaire et universitaire public) que le gouverneur a décidé d'allouer ses ressources supplémentaires, soit une augmentation du budget de 5 %, tout en évitant des diminutions dans les autres domaines.

Mais les détracteurs de cette mesure ne manquent pas et ils envisagent notamment l'exode des entreprises hors de la Californie vers les États voisins, avec les emplois et les revenus de taxation qui vont de pair.

« California reached a point where its underlying expenditures and revenues are roughly in balance. »

California Legislative Analyst's Office,
janvier 2013

2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

Les États-Unis sont déjà liés par des accords de libre-échange, bilatéraux ou régionaux, avec 20 partenaires commerciaux. Les trois derniers entrés en vigueur sont ceux avec la Corée du Sud (mars 2012), la Colombie (mai 2012) et le Panama (octobre 2012).

Barack Obama a mis le commerce extérieur américain au cœur de l'agenda de son second mandat à la présidence des États-Unis, avec deux défis de taille à relever en collaboration avec les protagonistes asiatiques et européens.

Négociations transpacifiques…

L'ouverture aux marchés asiatiques se présente comme un élément majeur de la politique américaine de promotion des exportations. Dans ce cadre, cinq pays, dont les États-Unis, négocient depuis 2010 pour intégrer le TransPacific Partnership (TPP), traité multilatéral de libre-échange, conclu à l'origine entre le Chili, Singapour, Brunei et la Nouvelle-Zélande. Le Canada, le Mexique et le Japon, partenaires commerciaux privilégiés des États-Unis, ont eux aussi manifesté leur intérêt à se joindre à cet accord.

… et transatlantiques

Dans son discours sur l'état de l'Union le 12 février 2013, Barack Obama a donné son feu vert pour l'ouverture des négociations avec l'Union européenne sur un accord commercial de grande ampleur, dans la perspective d'inaugurer d'ici 2015 la plus vaste zone de libre-échange de la planète.

Ensemble, les États-Unis et l'Union européenne représentaient déjà en 2012 la moitié de la production de richesse mondiale (47 %) et près d'un tiers du commerce international avec des échanges annuels de marchandises et de services transatlantiques atteignant respectivement 450 et 900 milliards d'EUR. On mise sur ce traité bilatéral pour créer plus d'emplois et pour stimuler la croissance, deux enjeux économiques actuels de part et d'autre.

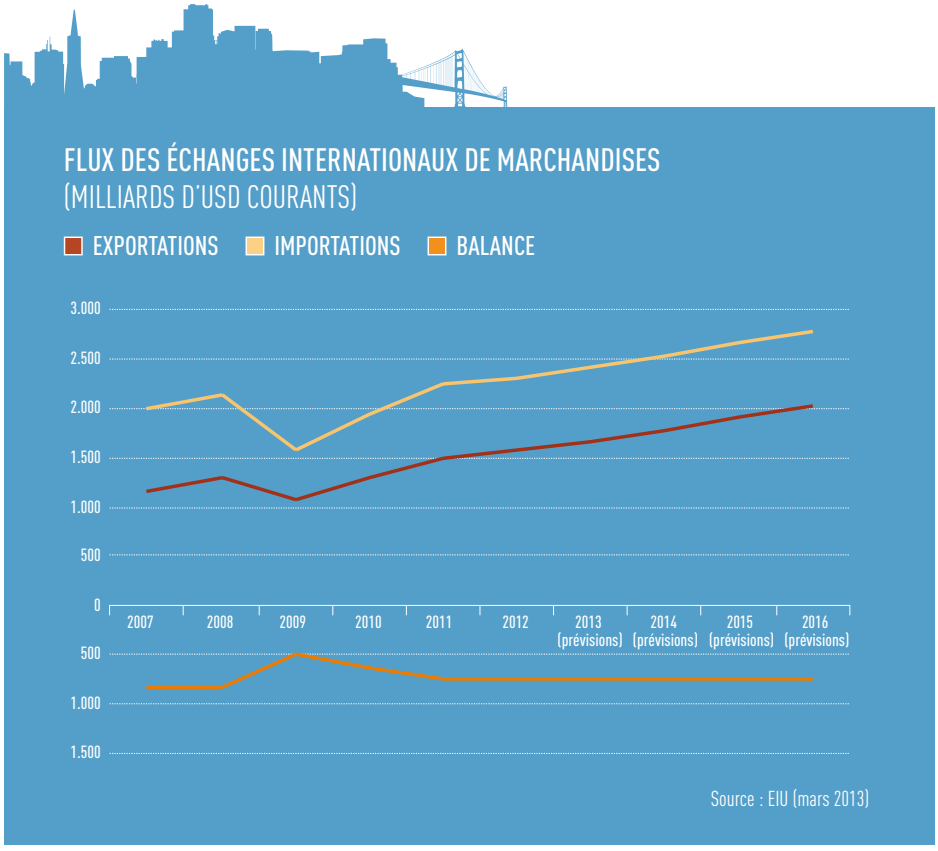
La tâche devrait plus porter sur l'élimination de barrières administratives et règlementaires que douanières, celles-ci étant quasi inexistantes. L'agriculture, pomme de discorde américano-européenne, augure de longues discussions. Des restrictions européennes interdisent toujours l'importation d'OGM, de volaille traitée avec du chlore ou encore de bétail nourri avec des hormones de croissance. Dans le domaine du numérique, la protection de la vie privée constituera probablement une pierre d'achoppement.

« Nous allons lancer des discussions sur un accord transatlantique global sur le commerce et l'investissement avec l'Union européenne parce qu'un commerce libre et équitable de part et d'autre de l'Atlantique soutiendra des millions d'emplois américains bien payés. »

Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 12 février 2013

« Cet accord avec les USA aura une influence majeure sur le commerce mondial. »

Karel de Gucht, Commissaire européen au Commerce, février 2013



Les États-Unis affichent une balance commerciale historiquement déficitaire. Pour illustrer ce constat, The Economist évoque la proportion de containers qui arrivent pleins de marchandises aux terminaux mais les quittent vides. Elle s'élève à 50% à Long Beach, deuxième plus grand port du pays avec 5.000 navires et 6 millions de containers traités.

La crise économique de 2008 et 2009 a vu la valeur des importations chuter bien plus rapidement que celle des exportations, ce qui a réduit le déficit commercial à 500 milliards d'USD. Depuis, ce dernier s'est à nouveau creusé.

Exportations

Les pays limitrophes, le Canada et le Mexique, sont leurs principaux clients. Ceux-ci sont suivis par la Chine, le Japon et le Royaume-Uni. La zone NAFTA (North America Free Trade Agreement) arrive par conséquent en tête des destinations par région alors que l'Union européenne représente 17 % des exportations.

Si on considère la Californie individuellement, c'est le même quatuor de tête qui apparaît, mais dans un ordre différent : Mexique, Canada, Chine et Japon. La Corée du Sud s'empare de la 5e place. L'État génère à lui seul 11 % des marchandises américaines vendues à l'étranger.

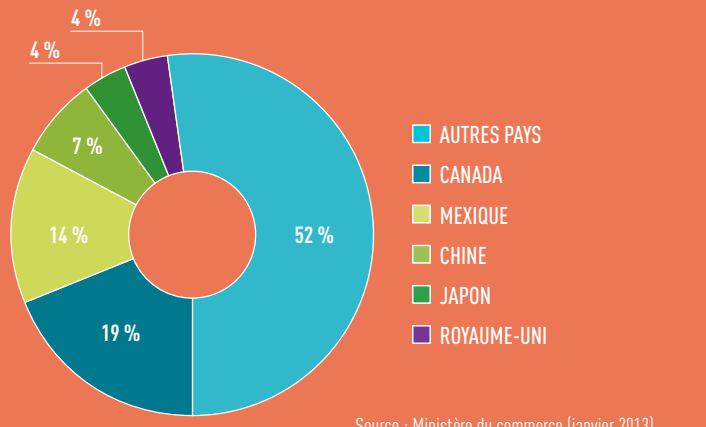
À l'échelle californienne, la rubrique des ordinateurs et produits électroniques se taille la part du lion avec 28 %. Les équipements de transport et les machines arrivent ensuite, avec respectivement 10 % et 9 %.

Importations

Les quatre principaux fournisseurs des États-Unis sont la Chine, le Canada, le Mexique et le Japon, soit les mêmes partenaires commerciaux que pour les exportations. Le top 5 se complète avec l'Allemagne à hauteur de 5 %. L'Union européenne approvisionne les États-Unis à concurrence de 17 %.

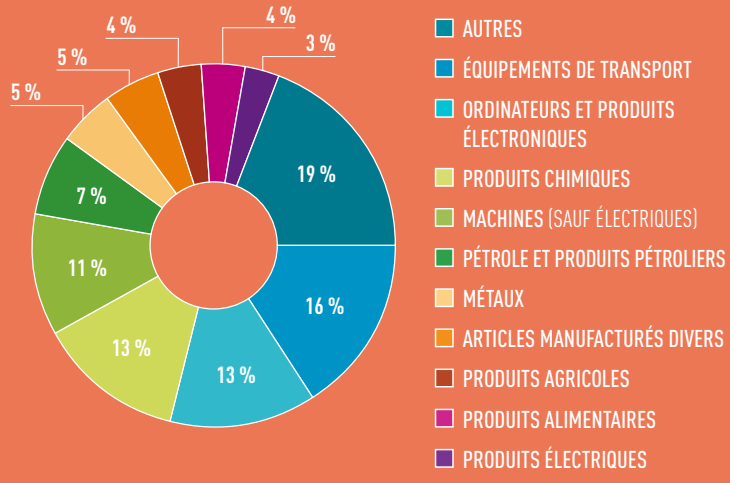
La balance commerciale avec la Chine compte pour près de 40% du déficit commercial américain global en 2012 avec environ 300 milliards d'USD.

EXPORTATIONS PAR PAYS (JANVIER À SEPTEMBRE 2012)



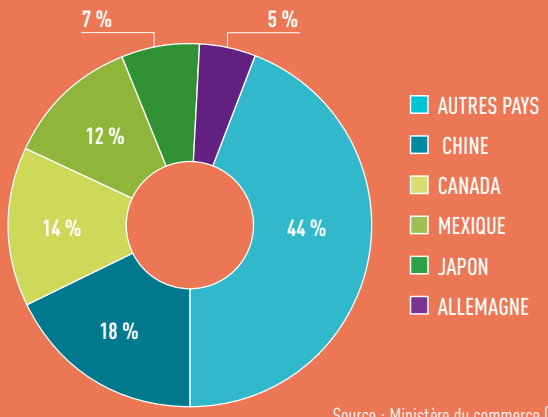
Source : Ministère du commerce (janvier 2013)

EXPORTATIONS PAR TYPE DE MARCHANDISES (JANVIER À SEPTEMBRE 2012)



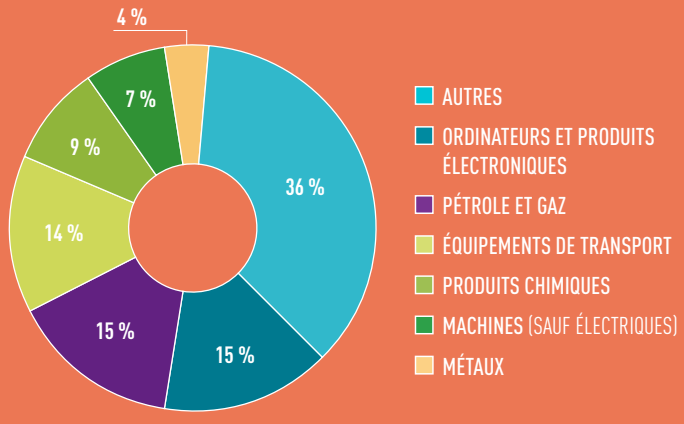
Source : Ministère du commerce (janvier 2013)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS (JANVIER À SEPTEMBRE 2012)



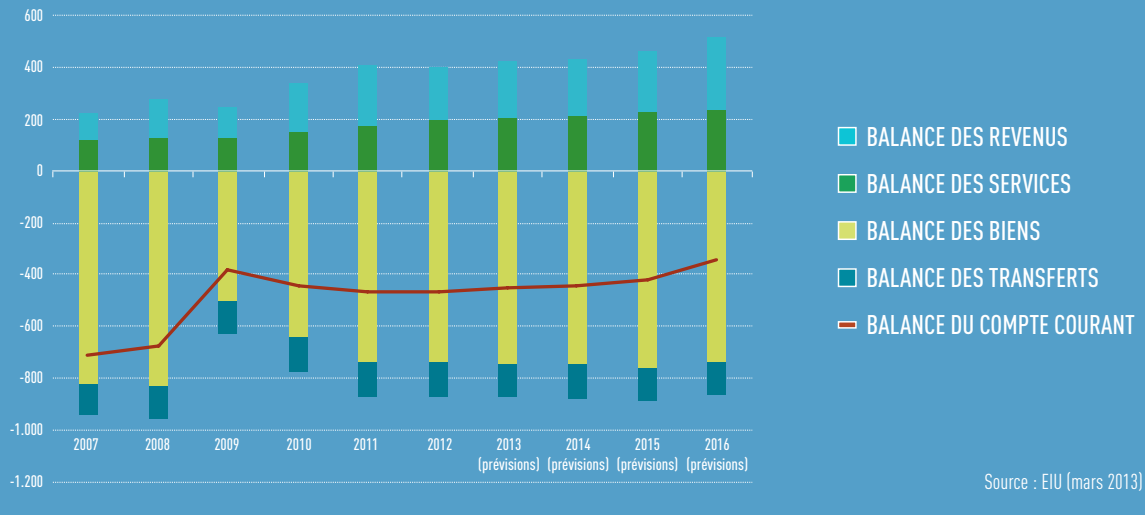
Source : Ministère du commerce (janvier 2013)

IMPORTATIONS PAR TYPES DE MARCHANDISES (JANVIER À SEPTEMBRE 2012)



Source : Ministère du commerce (janvier 2013)

CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT
(EN MILLIARDS D'USD À PRIX CONSTANTS)



Source : EIU (mars 2013)

La balance du compte courant américain, solde des flux monétaires du pays résultant des échanges internationaux de biens, de services, de transferts et de revenus, est déficitaire et relativement stable depuis 2009.

- La balance est des biens ou balance commerciale mesure le solde des exportations et des importations de marchandises.
- La balance des services est la différence entre la valeur des services exportés (rendus par les États-Unis aux étrangers) et celle des services importés (en provenance de l'étranger et bénéficiant aux Américains).
- La balance des revenus mesure les flux de revenus, autrement dit les salaires versés à ou reçus de l'étranger ainsi que les revenus tirés des investissements (intérêts ou dividendes) à l'étranger ou versés aux étrangers ayant investi dans le pays.
- La balance des transferts quant à elle, mesure les dépenses et les revenus d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales, les transferts des émigrés ou immigrés.

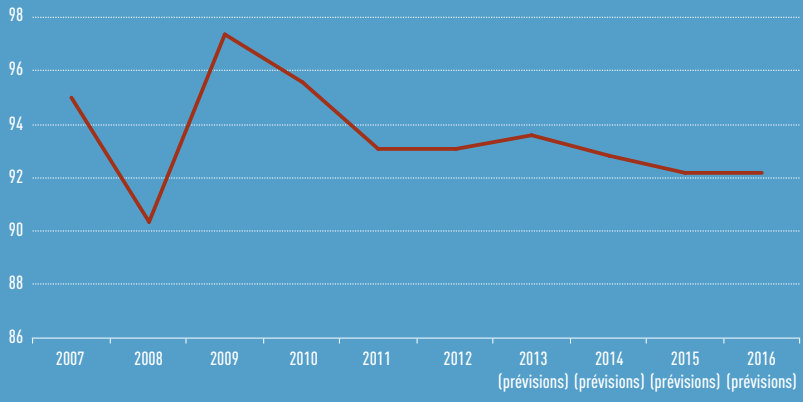
Les balances des services et des revenus sont historiquement positives alors que celles des biens et des transferts sont négatives.

Si on l'analyse sur base trimestrielle, on constate qu'au 3e trimestre 2012, le déficit est tombé à 107,5 milliards d'USD, soit 2,7 % du PIB. C'est son niveau le plus bas depuis le 4e trimestre 2010 et la plus faible proportion du PIB depuis le 2e trimestre 2009. Ceci est essentiellement dû à la contraction du mali de la balance des biens (diminution de la valeur des importations engendrée par la baisse des prix du pétrole) et à l'amélioration de l'excédent de la balance des revenus.

« The magnitude of the third-quarter deficit requires the U.S. to borrow $1,18 billion every day, including Saturdays, Sundays, and holidays, in order to finance the shortfall. »

Steven A. Wood, économiste en chef de Insight Economics LLC, décembre 2012

TERMES DE L'ÉCHANGE
(2005 = 100)



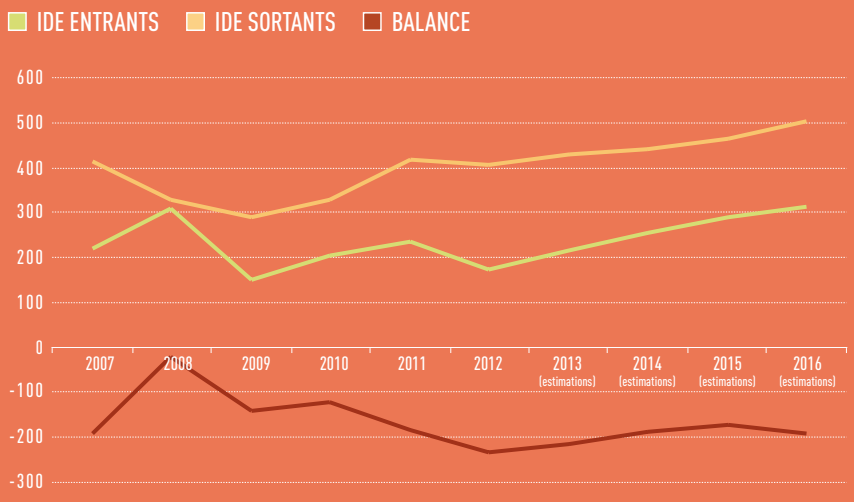
Source : EIU (mars 2013)

Les termes de l'échange américain, calculés comme le rapport de l'indice des prix à l'exportation et de l'indice des prix à l'importation, se sont considérablement améliorés durant la crise. C'est expliqué par l'effet des prix pétroliers qui ont diminué plus vite que les prix à l'exportation.

Le commerce extérieur des États-Unis avec notre pays est analysé dans la note bilatérale « Les relations commerciales de la Belgique avec les États-Unis » publiée par l'Agence pour le Commerce extérieur.

2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (EN MILLIARDS D'USD COURANTS)



Source : EIU (mars 2013)

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une société étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont en général classifiées selon deux grands groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield » qui visent à créer une entreprise de toutes pièces et, d'autre part, les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

La part des États-Unis dans les IDE au niveau mondial a chuté de manière spectaculaire au cours de la dernière décennie, passant de 40 % à 17 %.

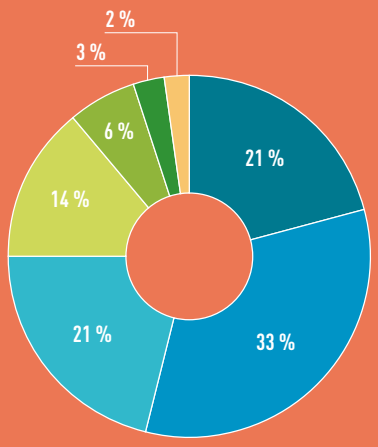
Après avoir fléchi en 2009 suite à la crise des subprimes, qui a annihilé certains projets d'investissement majeurs et qui a, de surcroît, fragilisé l'économie mondiale, les flux d'IDE à destination du pays de l'Oncle Sam ont repris du poil de la bête.

Les États-Unis restent la première destination mondiale des investissements étrangers, forts d'un système judiciaire transparent, d'infrastructures développées et d'un marché des plus alléchants avec plus de 300 millions de consommateurs jouissant d'un pouvoir d'achat confortable. La main-d'œuvre américaine est réputée pour son haut niveau de qualification, sa productivité et son sens de l'innovation. Les États-Unis abritent d'importants clusters régionaux, regroupements d'entreprises issues d'un même secteur d'activité sur une zone géographique commune. De tels pôles sont très attractifs pour les investisseurs en termes administratifs, logistiques et financiers.

Malgré le recul observé en 2012, des paramètres macroéconomiques tels que les taux d'intérêt bas et l'inflation modérée font dire aux prévisionnistes que les investissements directs étrangers vers les États-Unis vont croître dans les années prochaines.

L'Union européenne représente 62 % des flux entrants aux États-Unis. Le Royaume-Uni est le premier investisseur étranger et la Belgique arrive en 9e position avec 3 %.

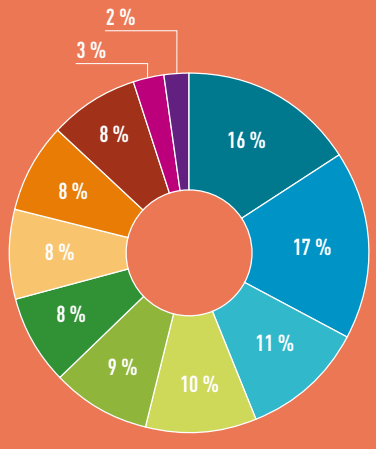
RÉPARTITION SECTORIELLE DES IDE ENTRANTS EN 2011



- AUTRES SECTEURS
- SECTEUR MANUFACTURIER
- FINANCE ET ASSURANCE
- COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL
- INFORMATION
- SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES
- IMMOBILIER ET LOCATION

Source : Bureau of Economic Analysis (2012)

PAYS INVESTISSEURS EN 2011

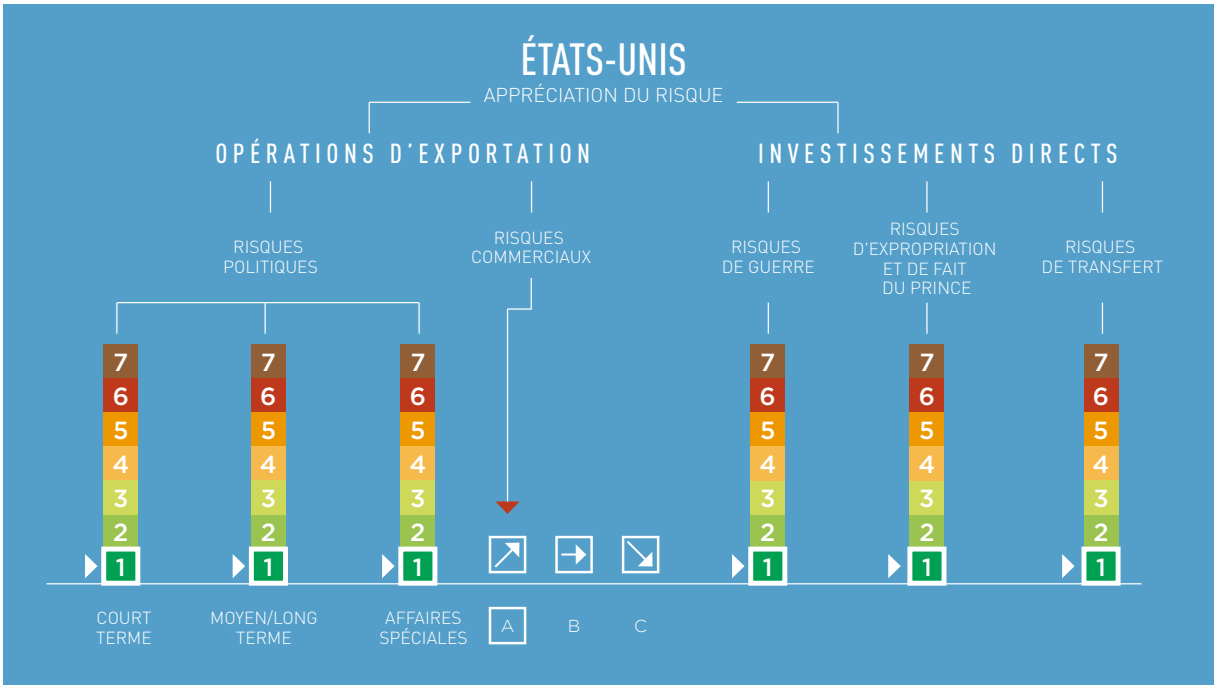


- AUTRES PAYS
- ROYAUME-UNI
- JAPON
- PAYS-BAS
- ALLEMAGNE
- SUISSE
- CANADA
- FRANCE
- LUXEMBOURG
- BELGIQUE
- AUSTRALIE

Source : Bureau of Economic Analysis (2012)

2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1 Appréciation du risque selon l'Office National du Ducroire



L'Office National du Ducroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour les États-Unis sont encourageantes tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

Opérations d'exportation

Les risques politiques auxquels les investisseurs s'exposent aux États-Unis sont minimes. Ils sont de classe 1 à court, moyen et long terme. Le risque politique doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt, pour l'assuré ou pour le débiteur, un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, ou les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le risque commercial se situe en classe A, soit le risque le plus faible. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéconomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Tant pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme que pour celles faisant l'objet d'une durée de crédit moyen/long terme, l'ONDD peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture de l'ONDD pour ce pays ont été établis à 1.875 millions d'EUR pour le court terme et les affaires spéciales et à 1.875 millions d'EUR également pour le moyen/long terme et les investissements.

Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 5 ans (8,5 ans au cas par cas). Les financements à caractère concessionnel sont exclus.

Investissements directs

L'ONDD assure les investissements dans ce pays contre le risque de guerre, le risque d'expropriation et de fait du prince et le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Les États-Unis obtiennent ici une cotation excellente de 1 sur une échelle de 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dys-) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Avec une note de 1 sur 7, les États-Unis obtiennent la meilleure note.

Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 1 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques minimes.

De plus amples informations sont disponibles sur **www.ondd.be**.

2.4.2 Autres indicateurs de risque

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

- Selon le Global Competitiveness Report 2012-2013 du World Economic Forum, les États-Unis décrochent la 7e place sur 144 pays classés en fonction de leur compétitivité, derrière la Suisse, Singapour, la Finlande, la Suède, les Pays-Bas et l'Allemagne. Cela représente une perte de deux rangs par rapport au précédent rapport, qui peut être attribuée à quelques faiblesses comme la gestion des institutions privées et publiques et surtout le manque de stabilité macroéconomique.

  Les États-Unis restent néanmoins très performants sur la scène internationale, grâce à des entreprises à la pointe de l'innovation et un système universitaire exemplaire.

  Les facteurs les plus problématiques pour mener des affaires sont la bureaucratie gouvernementale (citée par 15 % des participants à l'enquête), les taux d'imposition (14,1 %) ainsi que la règlementation fiscale (10,8 %).

- Le pays est 23e sur 132 en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2012 du World Economic Forum, soit une perte de 4 places par rapport à 2010.

- Selon l'Index of Economic Freedom 2013 de la Fondation Heritage, les États-Unis se classent 10e sur 177 avec un score de 76,0 (en légère diminution), soit dans la catégorie « mostly free ».

- Standard & Poor's a fait grand bruit en dégradant la note accordée à la dette du gouvernement américain de AAA (la meilleure possible) à AA+ en août 2011. Moody's Investors Service et Fitch menacent toujours de suivre leur homologue si la situation budgétaire ne s'améliore pas, au grand dam des autorités américaines. Les agences de notations sont principalement attentives à l'inflation et à la cohérence de la politique économique.

- Enfin, selon l'indicateur Ease of Doing Business 2013 de la Banque Mondiale, le pays se classe au 4e rang sur 185, derrière Singapour, Hong Kong et la Nouvelle-Zélande. Parmi les rubriques où ils occupent les meilleures places, on peut noter l'obtention de crédit, la protection des investisseurs et l'exécution des contrats.

3

APPROCHE SECTORIELLE

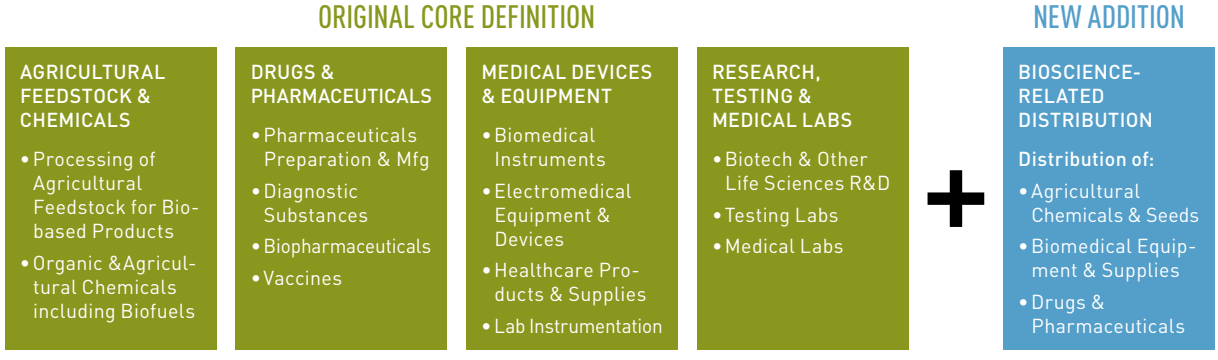
3.1 BIOTECHNOLOGIES

Le secteur des biotechnologies comprend des industries diverses présentant un point commun : l'application des connaissances scientifiques biologiques. La classification utilisée dans le dernier rapport annuel de la Biotechnology Industry Organization (BIO) et de Battelle distingue cinq grandes branches :

- les matières premières et produits chimiques agricoles,
- les médicaments et produits pharmaceutiques,
- les appareils et équipements médicaux,
- les activités de recherche, d'essais et de laboratoires médicaux,
- la distribution des produits liés à la bioscience (ajoutée dernièrement).

DEFINING THE "BIOSCIENCES"

The biosciences are a diverse group of industries and activities with a common link—they apply knowledge of the way in which plants, animals, and humans function. The sector spans different markets and includes manufacturing, services, and research activities. By definition, the biosciences are a unique industry cluster and are constantly changing to incorporate the latest research and scientific discoveries.



Source : Battelle/BIO state Bioscience Industry Development 2012 report (juin 2012)

Ces segments se subdivisent eux-mêmes en plusieurs marchés, avec leurs propres produits, services, fournisseurs et réglementations. Les interactions entre les sous-secteurs sont nombreuses et profitables.

Chaque État américain s'est spécialisé dans l'une ou l'autre de ces branches, mais la Californie peut se targuer d'être le premier d'entre eux sur le plan global, en particulier dans le domaine médical.

Un secteur proche de la maturité

Le secteur a, pour la première fois depuis 40 ans, été profitable en 2008. Les économistes s'accordent à dire qu'il est proche de la maturité.

Le nombre d'entreprises est relativement constant, avec un peu moins de 2.000, tandis que de plus en plus sont cotées en bourse. L'éventail de produits commercialisés est trois fois plus fourni qu'en Europe. Sur la bourse, le Nasdaq Biotech Index, l'indice biotech américain, a grimpé de plus de 60% entre octobre 2011 et octobre 2012. Ce secteur est celui qui a le plus fortement évolué en 2012.

Les données financières ne doivent pas uniquement être comparées à celles de 2010 mais il importe également de les replacer dans le contexte de 2009, époque à laquelle l'industrie a lourdement été touchée par les réductions de coûts sous-jacentes à la crise économique. En 2011, les États-Unis ont perdu trois de leurs plus grands fleurons, rachetés par des sociétés n'appartenant pas au secteur biotechnologique : Genzyme Corp, Cephalon et Talecris Biotherapeutics.

D'après BDO, les dépenses en recherche et développement ont grimpé de 5% en 2011 dans les entreprises du NASDAQ Biotechnology Index. Les investissements moyens s'élèvent à 50 millions d'USD en 2011, contre 47 millions d'USD en 2010. 60% des entreprises ont accru leurs investissements en 2011, dont 55% des petites entreprises alors que deux tiers d'entre elles les avaient réduits les années précédentes. Ernst & Young indique que 70% des investissements mondiaux en recherche et développement pour la biotechnologie se concentrent sur les États-Unis.

Les recettes de l'industrie ont elles aussi bondi à 76 millions d'USD en moyenne pour en 2011, pour 62 millions d'USD l'année précédente. Les grandes entreprises de biotech ont même enregistré une augmentation de 33% de leurs recettes, alors qu'au sein des petites sociétés, les revenus moyens se chiffraient à 20 millions d'USD, 12% de moins qu'en 2010.

La profitabilité est essentiellement le jeu de quelques acteurs de taille et la tendance vers la consolidation du secteur se marque par un nombre croissant de fusions-acquisitions. En 2012, on notera l'offre de Roche sur Illumina (5,7 milliards d'USD) ou le rachat de Micromet par Amgen pour 1,1 milliard d'USD. EvaluatePharma n'avait recensé que 136 fusions-acquisitions de firmes pharmaceutiques et biotechnologiques en 2011, contre 171 en 2010 et 170 en 2009. Le manque à gagner dû à l'expiration de licences a joué un rôle dans les décisions stratégiques.

La Californie est le premier État destinataire de fonds publics dédiés à la biotechnologie via le National Institute of Health (NIH), ce qui encourage encore un peu plus l'innovation.

Deux grands facteurs expliquent le succès biotech aux États-Unis et plus particulièrement en Californie et dans la Silicon Valley : la facilité d'accès aux capitaux et la synergie avec le monde universitaire.

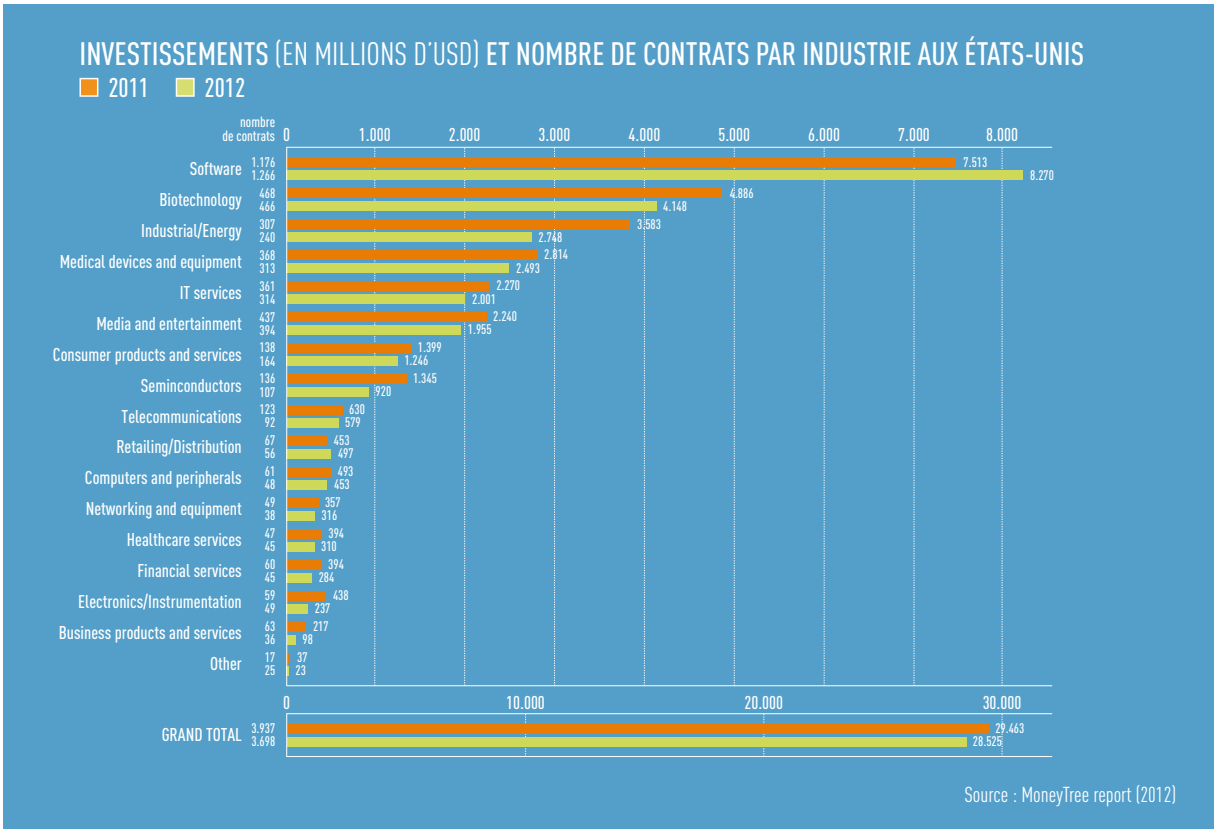
3.1.1 Les points forts du secteur

Accès au capital

Le partenariat entre une idée nouvelle et le capital à risque est à l'origine de la biotechnologie. Herbert Boyer, scientifique spécialisé en biologie moléculaire, a mis au point les premières techniques de développement de l'ADN. D'autre part, Robert Swanson de la société Kleiner Perkings, a fourni le capital financier. La première société est née de cette collaboration en 1976: Genentech. D'autres biologistes et investisseurs ont suivi et 22 entreprises étaient déjà répertoriées en 1984 dans la Silicon Valley, qui abritent une concentration remarquable de sociétés de capital à risque : 150 environ, contre 45 à Los Angeles et 15 à San Diego par exemple. Les nouvelles sociétés de biotechnologie accèdent ainsi plus rapidement et plus aisément aux ressources financières nécessaires que nulle part ailleurs dans le pays.

Aux États-Unis, les fonds injectés dans les biotechnologies sont en croissance et trois fois plus élevés qu'en Europe. En 2012, les investisseurs ont placé 4,1 milliards d'USD dans la biotechnologie et conclu 466 contrats, selon le MoneyTree Report de PricewaterhouseCoopers et de la National Venture Capital Association. Ajoutés aux 2,5 milliards et aux 313 contrats du secteur des appareils et équipements médicaux (considéré distinctement) pour former ensemble le secteur des sciences de la vie, ces chiffres représentent 25% du total engagé aux États-Unis. Seule l'industrie du software a attiré plus de capitaux que celle des sciences de la vie. Il s'agit toutefois d'une diminution d'environ 15% par rapport à 2011.

La région du pays qui a drainé le plus de capital-risque est la Silicon Valley. Au 4e trimestre 2012, elle a attiré 455 millions d'USD sur le 1,3 milliard investi dans le secteur, soit 35%, ainsi que 28 contrats sur les 135.



Source : MoneyTree report (2012)

Collaboration avec le monde universitaire

Le classement mondial des meilleures universités dans le domaine des sciences de l'ingénierie ne place pas moins de 11 établissements américains parmi les 20 premiers, dont trois californiens : le California Institute of Technology de Pasadena, en pole position, ainsi que les campus de Berkeley et de Los Angeles de la University of California. On citera aussi la célèbre université de Stanford, située en plein cœur de la Silicon Valley et qui compte 18 prix Nobel parmi ses professeurs et chercheurs. Les diplômés issus de ces établissements constituent un vivier de main-d'œuvre hautement qualifiée pour l'industrie biotechnologique locale.

La collaboration entre les universités et l'industrie biotechnologique, en particulier dans la branche médicale, est étroite en Californie. On citera comme exemple récent le CIT (Center for Innovative Therapeutics), un complexe de recherche clinique de 110 millions d'USD qui abritera des scientifiques du Moores Cancer Center de l'University of California de San Diego et des chercheurs issus de compagnies de biotechnologie. On espère ainsi un développement plus rapide de produits et traitements mis au point par les scientifiques universitaires. C'est l'effet dit «bench-to-bedside».

«Avec la croissance rapide des activités de recherche académique sponsorisées, qui tentent de transformer les découvertes de laboratoire en traitements efficaces pour les patients, les interactions avec des compagnies privées ne peuvent qu'augmenter.»

Thomas Kipps, directeur ad intérim du Moore Cancer Center de l'université de San Diego, avril 2012

En plus d'un appui financier et universitaire, les entreprises de la Silicon Valley bénéficient également d'un éventail de services juridiques, comptables, de consultance...

3.1.2 Les grandes catégories

Matières premières et produits chimiques agricoles

Ce sous-secteur porte sur la fabrication d'engrais, de pesticides, d'herbicides, de fongicides, d'huile de maïs et de soja, de biocatalyseurs ou encore de matériaux biodégradables. On constate une contraction de son activité, mais la production d'éthanol et de biocarburants reste un fer de lance important.

Les unités de production sont relativement bien réparties sur le territoire américain, mais c'est surtout dans l'Illinois, l'Iowa, la Floride, le Texas et l'Indiana que se concentrent les industries.

Au niveau agricole et selon l'International Service for the Acquisition of Agri-Biotech applications (ISAAA), les États-Unis sont en tête de la production mondiale avec 69 millions d'hectares et un taux de transition d'environ 90% sur les principales cultures biotechnologiques. Les quatre produits les plus connus sont le maïs, le soja, le colza et le coton.

La recherche et le développement se concentrent sur l'émergence de nouvelles cultures, avec des caractéristiques comme la résistance à la sécheresse, les cultures à caractères combinés et l'élevage animal.

Médicaments et produits pharmaceutiques

Comme en Belgique, les biotechnologies américaines restent surtout orientées vers le domaine médical (aussi appelées biotechnologies rouges). Le secteur pharmaceutique mondial est d'ailleurs dominé par les États-Unis.

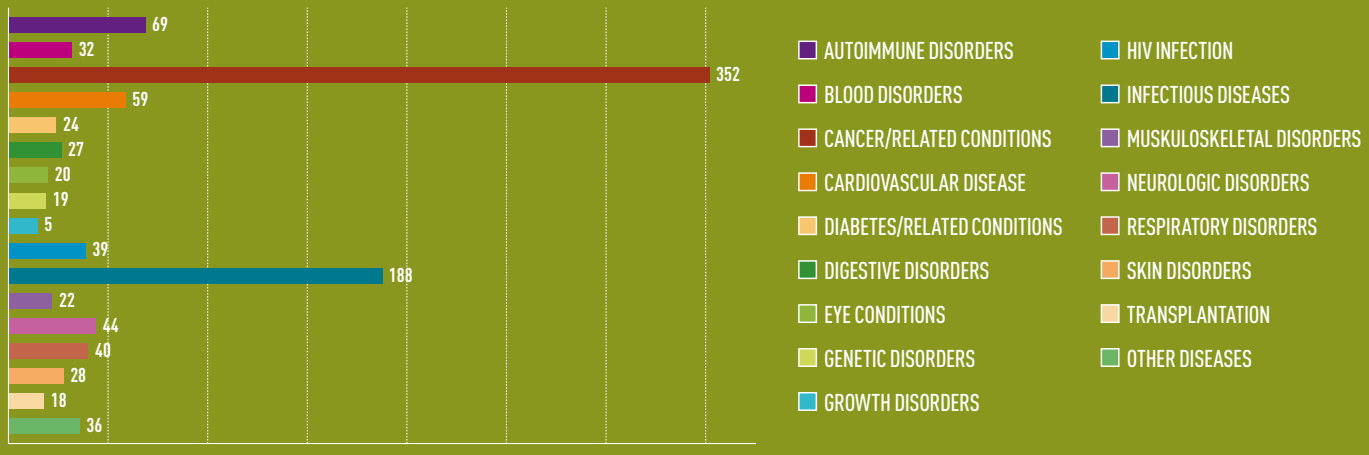
Ce sous-secteur englobe la mise au point, la fabrication et la commercialisation de produits aussi variés que des vaccins pour humains et animaux, des substances thérapeutiques, des traitements dermatologiques. Il se caractérise généralement par un réseau de géants multinationaux (Pfizer, Abbott, Novartis...) investissant énormément dans la recherche et le développement.

La FDA (Food and Drug Administration) a approuvé 24 « new molecular entities » et 6 « biologic license applications » en 2011, soit le second nombre le plus élevé de ces dix dernières années. L'agence enregistre par ailleurs des progrès dans la rapidité avec laquelle les nouveaux médicaments ont été validés.

Parmi ceux-ci, on peut épingler deux nouveaux remèdes contre l'hépatite C, une infection virale qui affecte 3% de la population mondiale. En matière d'oncologie, des approbations par la FDA de solutions pour lutter contre différents types de cancer (thyroïde, poumon,...) ont également été recensées. Le cancer domine les développements cliniques aux États-Unis. C'est dans ce domaine que la science a fait le plus de progrès dans la compréhension et la classification des pathologies en sous-types, en se basant sur les mutations génétiques.

Les maladies contemporaines comme Alzheimer, le diabète ou le SIDA font aussi l'objet de recherches très pointues et des solutions sont en phase d'évaluation clinique. PhRMA (Pharmaceutical Research and Manufacturers of America) recense environ 900 médicaments et vaccins en

MÉDICAMENTS BIOTECHNOLOGIQUES EN COURS DE DÉVELOPPEMENT EN 2011 (PAR CATÉGORIE THÉRAPEUTIQUE)



Source : PhRMA (2012)

cours de développement dans l'industrie biotechnologique aux États-Unis.

Le secteur offre des rémunérations très avantageuses. En 2010, le salaire annuel moyen était supérieur à 99.000 USD, 20% de plus que le salaire moyen dans le secteur des sciences du vivant et deux fois le salaire national moyen du secteur privé. Cette tendance prouve la valeur ajoutée des activités du domaine, qui demandent un personnel hautement qualifié.

Appareils et équipements médicaux

Les firmes de ce sous-secteur développent et fabriquent des instruments et fournitures chirurgicaux et médicaux, de l'équipement pour laboratoires, de l'équipement électromédical incluant l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et l'ultrason, de l'équipement de dentisterie, des produits ophtalmologiques ou encore de l'équipement pour les diagnostics.

Le recours à l'électronique et aux technologies de l'information permet d'améliorer continuellement l'efficacité des soins aux patients.

Activités de recherche, d'essais et de laboratoires médicaux

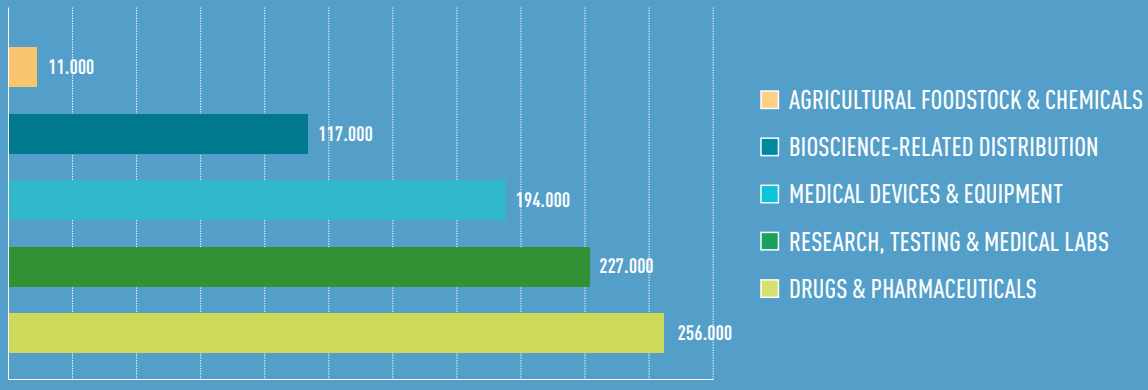
Ce sous-secteur inclut des entreprises spécialisées dans les services et dans la recherche et le développement bioscientifiques : des laboratoires de tests, des laboratoires médicaux indépendants, des centres de diagnostics, des firmes focalisées sur la recherche préclinique et sur les activités de développement de nouveaux médicaments et appareils médicaux.

Distribution bioscience

La cinquième division coordonne la distribution des produits biotechnologiques issus des trois premières. Elle utilise fréquemment des technologies très spécialisées (entreposage frigorifique, systèmes de distribution automatique de médicaments, supervision des articles soumis à des règlementations strictes…), d'où la volonté d'en faire une section à part de la production pure.

3.1.3 Un employeur de choix

IMPACT DES CLUSTERS BIOTECHNOLOGIQUES SUR L'EMPLOI EN CALIFORNIE (EN NOMBRE D'EMPLOIS, 2010)



Source : Battelle/BIO state Bioscience Industry Development 2012 report (juin 2012)

Les biotechnologies sont un employeur très important aux États-Unis. Le secteur a connu depuis 2011 une croissance bien plus élevée que la sphère privée dans son ensemble. Même en 2010, alors que tous les indicateurs de l'emploi étaient au rouge sur le territoire américain, le nombre de travailleurs actifs dans le secteur de la biotechnologie en Californie était en croissance. On dénombrait 228.700 emplois directs, soit une augmentation de 13% entre 2001 et 2010. Ce chiffre n'atteignait que 6,4% au niveau national pour ce secteur, et -4,9% si l'on considère le secteur privé californien dans son ensemble.

Les emplois directs et indirects générés par le secteur de la biotechnologie en Californie s'estiment à 805.000, selon un système de multiplicateurs établis par le Bureau of Economic Analysis.

Trois zones de Californie se distinguent, si on se base sur des critères de revenus et d'emplois : la baie de San Francisco, la région de San Diego et Imperial et surtout celle de Los Angeles et de l'Orange county. Cette dernière s'attribue 42% du marché californien des biotechnologies, génère 26 milliards d'USD de revenus et offre 87.000 emplois.

★★★★★ «States and regions are targeting the bioscience sector because it is a source of high-wage, high-skill jobs. But policymakers also realize that biosciences development holds great promise in its ability to address global problems, from human health to food generation and security to environmental sustainability and clean energy. Bioscience development pays huge social and quality of life dividends for the U.S. and the world.»

Mitchell Horowitz, Vice-président de Battelle's Technology Partnership Practice, 2012

3.1.4 La réforme des soins de santé

Les États-Unis sont le pays où les dépenses en soins de santé sont les plus élevées. Le président Obama a placé la réforme en la matière, au même titre que l'énergie et l'éducation, dans ses priorités pour les investissements. Elle devrait permettre à 32 millions d'Américains supplémentaires de bénéficier d'une couverture sociale d'ici 2014.

La victoire de Barack Obama aux dernières élections assure le maintien de la loi du 23 mars 2010, l'Affordable Care Act, ou plus communément appelée Obamacare, qui oblige la plupart des Américains à s'assurer. Des subventions sont accordées aux citoyens les moins aisés et les assurances ne peuvent plus refuser de couvrir un patient en raison de ses antécédents médicaux. Le coût de la réforme est estimé à 940 milliards d'USD sur dix ans. Pour les entreprises pharmaceutiques, la couverture étendue signifierait de nouveaux régimes tarifaires.

Ce plan prévoit entre autres des dossiers médicaux électroniques pour une meilleure coordination, une transparence totale concernant la qualité et les coûts des soins, la mise en place d'un institut indépendant en charge des analyses coût-efficacité ou encore l'utilisation de programmes de soins prouvés.

L'Obamacare aura sous doute des répercussions sur le secteur des biotechnologies médicales qui pourraient s'étendre au-delà du territoire américain, en raison de la suprématie scientifique et technologique des États-Unis dans ce domaine.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES :

- bio-carburants,
- imagerie médicale,
- matériel pour la recherche sur Alzheimer, les affections cardio-vasculaires, l'oncologie, le diabète, le SIDA...
- tests de diagnostic in vitro (IVD),
- médecine personnalisée,
- pharmacogénétique,
- médecine régénératrice,
- ...

3.2 ICT

Les technologies de l'information et de la communication comprennent les techniques utilisées dans le traitement et la diffusion de l'information. Elles désignent par extension leur secteur d'activité économique.

Les États-Unis sont le premier marché mondial pour les technologies de l'information et la communication (ICT). Elles ont contribué pour une large part à la croissance du pays lors des deux précédentes décennies et leur impact reste positif dans la reprise de l'économie consécutive à la crise des subprimes. Le pays abrite des entreprises dont les marques sont réputées mondialement : Apple Computer, IBM, Texas Instruments, Microsoft, Google, Twitter, Facebook…

La Californie est le premier État américain pour les hautes technologies que ce soit par le nombre d'employés, le nombre d'entreprises, la valeur des exportations ou les dépenses en recherche et développement.

La célébrissime Silicon Valley en est le centre névralgique. Son nom a été inspiré début des années 1970 par la concentration d'entreprises de semi-conducteurs et d'informatique dans la vallée de Santa Clara, jusqu'alors connue pour ses vergers à perte de vue. « Silicon » est le mot anglais pour silicium, l'un des matériaux de base des composants électroniques, plus précisément dans les industries de l'électronique et de l'informatique. C'est en ce lieu mythique que s'est véritablement forgée l'image d'entreprises parties de presque rien (start-ups) pour devenir des géants technologiques et industriels.

L'histoire de la société Hewlett Packard symbolise parfaitement le rêve américain. Née de la collaboration de deux amis ingénieurs en 1939, elle a eu pour premier siège un modeste garage à quelques kilomètres de San Francisco, à Palo Alto. Le capital de départ s'élevait à 585 USD, mais c'est aujourd'hui en milliards que se monte le chiffre d'affaires.

Les réussites dans la Silicon Valley sont loin de se limiter à ce cas particulier. On peut s'interroger sur ce qui contribue à un tel succès. À l'origine, on évoquait un accès facile à l'eau, nécessaire à la purification des composants à base de silicium. Une seconde explication vient de la disponibilité du capital-risque aux États-Unis.

Mais la principale raison reste indéniablement le lien dynamique et interactif entre les sphères universitaires et entrepreneuriales. Le réseau de formation est de très bonne qualité avec les universités de Stanford et de Berkeley, pour ne citer qu'elles, qui sont mondialement réputées. Les exemples de partenariats avec le secteur privé foisonnent et offrent un important vivier de main-d'œuvre hautement qualifiée. Les États-Unis dominent encore le marché des dépôts de brevets, même si la moitié ont pour origine des inventeurs d'autres pays attirés par le fort potentiel américain. Le bureau américain des brevets et marques déposées a même enregistré un record en 2012 avec 253.155 brevets d'invention, dont 6.478 déposés par IBM.

Les TIC sont très diversifiées. Nous aborderons dans cette section les télécommunications (téléphonie et internet) et l'informatique.

3.2.1 Télécommunications

Téléphone portable

En moyenne, un américain converse mensuellement pendant 400 minutes avec son téléphone portable et envoie 200 SMS. Les opérateurs se sont adaptés en offrant une large gamme de forfaits grand volume ou illimités dans lesquels le coût réel par minute et par appel est moins cher.

Dans son enquête « 2011 Communication Outlook », l'OCDE confirme que les citoyens américains utilisent plus leur téléphone portable que dans n'importe quel autre pays du monde, à cause de l'usage plus répandu de tarifs alignés sur le mode de consommation.

La Telecommunications Industry Association (TIA) a annoncé une année 2013 charnière dans l'évolution de la communication sans fil, avec les smartphones, tablettes et services du cloud computing comme fer de lance. Elle prédit des dépenses atteignant les 300 milliards d'USD d'ici 2015.

« The rapid advance of smart phones, cloud services and video is placing an enormous demand on the network. These devices and services are essential for consumers and have become critical for businesses. Companies supporting both wired and wireless networks are expected to spend 41 percent more in the next four years than in the previous four years. And this technology generates jobs across American industries. »

Grant Seiffert, Président de TIA, mars 2012

Internet haut débit

La FCC (Federal Commission on Communications) a redéfini l'internet haut débit (broadband) comme une connexion ayant un débit descendant minimum de 4 Mb/s et un débit montant minimum d'1 Mb/s. Le plan de relance « American Recovery and Reinvestment Act », signé en 2009 en réponse à la crise, a accordé au NTIA (National Telecommunications and Information Administration), dépendant du Département du Commerce, une enveloppe totale de 7,2 milliards d'USD dans le but d'étendre l'accès au haut débit aux États-Unis.

Le NTIA gère un programme de subventionnement nommé BTOP (Broadband Technology Opportunities Program). Sa raison d'être est de promouvoir le développement de l'infrastructure haut débit, de multiplier les centres d'ordinateurs, de fournir des formations aux écoles, aux bibliothèques, aux hôpitaux ou autres organisations, d'encourager l'adoption durable des services haut débit et de concevoir et entretenir une carte globale du réseau américain.

Une partie du budget (50 millions d'USD) a été utilisée pour mettre sur pied une cartographie de l'internet haut débit et pour collecter les informations nécessaires à sa mise à jour régulière. On confère à ce projet une double fonction. D'une part, il est un outil d'aide à l'achat, car il indique au consommateur toutes les offres de connexion disponibles, classées par technologies, par débits et par opérateurs. D'autre part, c'est un instrument d'analyse générant des statistiques sur l'adoption de haut débit, permettant aux décideurs politiques et aux opérateurs d'identifier les zones géographiques requérant des investissements.

En 2009 et 2010, NTIA a injecté environ 4 milliards d'USD dans 233 projets répartis sur tout le territoire américain et de trois grands types :

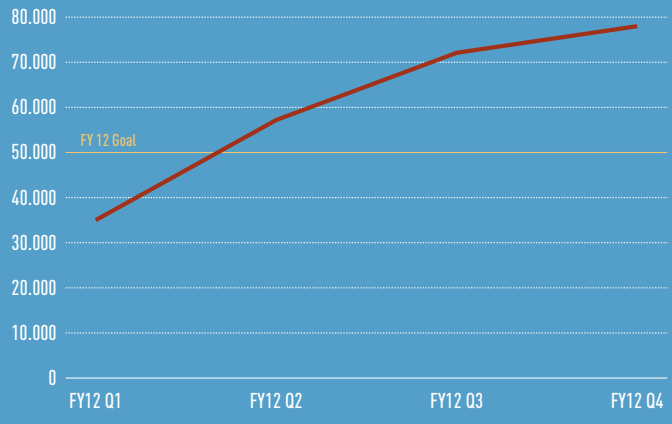
- 123 projets d'infrastructure (valeur : 3,6 milliards d'USD) pour construire le réseau,
- 66 projets de PCC (Public Computer Center) proposant un accès au haut débit, des équipements informatiques, des formations (valeur : 201 millions d'USD),
- 44 projets de SBA (sustainable broadband adoption) assurant la promotion du haut débit, spécialement parmi les populations vulnérables où il est en général sous-utilisé (valeur : 251 millions d'USD).

En date du 30 novembre 2012, le nombre d'initiatives en cours a été revu à la baisse et se chiffre à 224, certaines ayant été annulées pour diverses raisons (abandon, non-respect des conditions…).

Le dernier rapport trimestriel du BTOP montre un avancement considérable, aussi bien dans l'étendue du réseau, largement au-dessus de l'objectif de 50.000 miles pour 2012, que dans le nombre d'institutions communautaires connectées, de PCC ou d'abonnés au réseau haut débit.

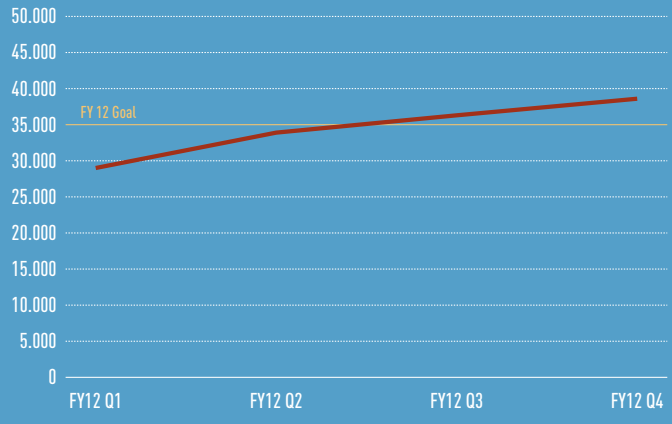
ÉVOLUTION DES PARAMÈTRES DE L'INTERNET HAUT DÉBIT (ANNÉE FISCALE 2012)

NEW AND UPGRADED NETWORK MILES (CUMULATIVE TOTALS)



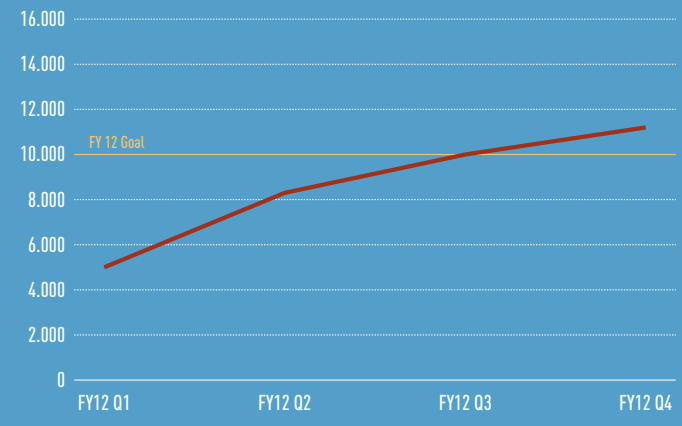
Source : BTOP Quarterly Program Status Report (décembre 2012)

PUBLIC COMPUTER CENTER WORKSTATIONS (CUMULATIVE TOTALS)



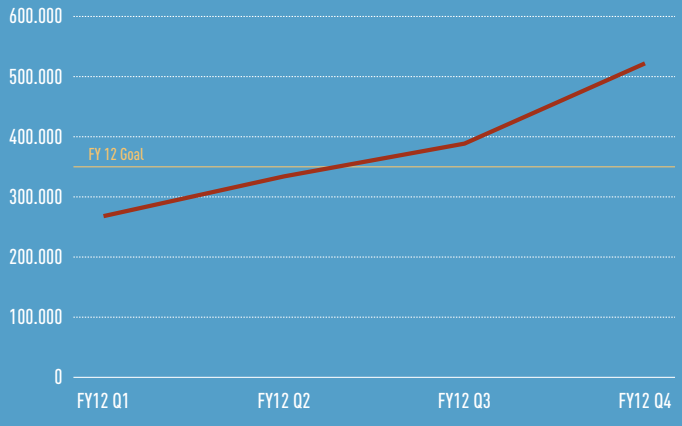
Source : BTOP Quarterly Program Status Report (décembre 2012)

COMMUNITY ANCHOR INSTITUTIONS (CUMULATIVE TOTALS)



Source : BTOP Quarterly Program Status Report (décembre 2012)

BROADBAND SUBSCRIBERS (CUMULATIVE TOTALS)



Source : BTOP Quarterly Program Status Report (décembre 2012)

NTIA faisait état de 68% des foyers américains pourvus de l'internet haut débit en 2010 contre 63,5% en 2009. La fracture numérique persiste : l'adoption de l'internet est proportionnelle aux niveaux de revenus et d'éducation. La différence entre zones urbaines (70%) et zones rurales (60%) se résorbe, mais est toujours significative. Parmi les citoyens qui ne sont pas abonnés à une offre haut débit, 25% évoquent une raison de coût trop élevé et 46% une absence de besoin.

En juin 2012, Barack Obama a signé un décret pour rendre l'installation du haut débit le long des autoroutes et chez les particuliers jusqu'à 90% moins cher et plus efficace. La Maison-Blanche a aussi annoncé qu'une centaine d'acteurs de tous horizons- des villes, mais également des entreprises commerciales ou non- allaient joindre leurs efforts aux non moins de 60 centres de recherche nationaux universitaires pour former le partenariat public-privé « US Ignite ».

« Building a nationwide broadband network will strengthen our economy and put more Americans back to work. By connecting every corner of our country to the digital age, we can help our businesses become more competitive, our students become more informed and our citizens become more engaged. »

Barack Obama, 13 juin 2012

3.2.2 Informatique

En septembre 2012, on dénombrait 4,2 millions d'emplois dans le secteur informatique. Le taux de chômage est en chute pour certains profils comme les ingénieurs, mais en hausse pour d'autres comme les spécialistes du support bureautique.

Outre-Atlantique, ce secteur est un des plus rémunérateurs et offrant des conditions de travail des plus agréables. Il est en pleine croissance et les entreprises font preuve d'originalité pour prendre le dessus sur leurs concurrentes. Les ingénieurs logiciels (sotfware engineer) sont très sollicités et perçoivent les salaires les plus élevés, qui peuvent atteindre le double des rémunérations moyennes du pays.

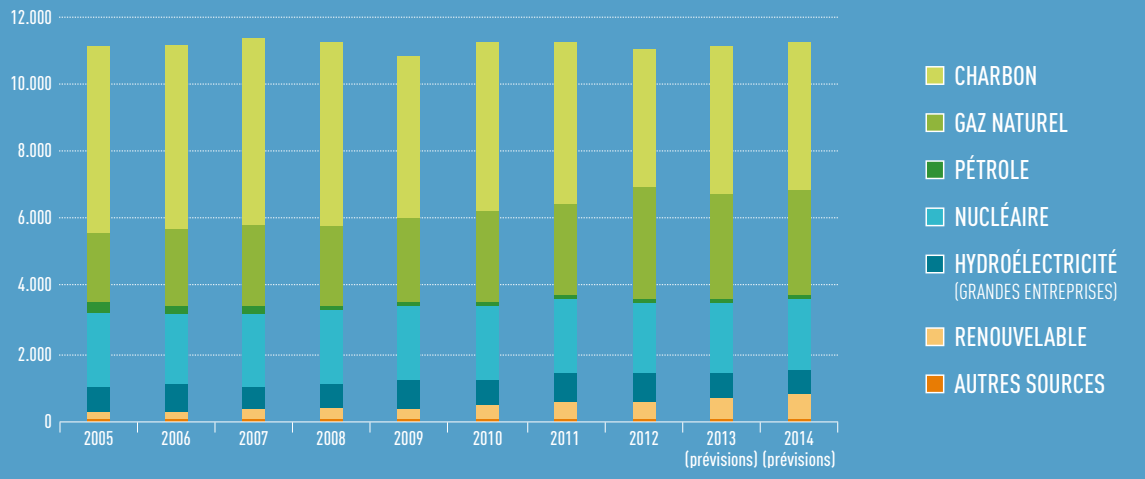
Barack Obama a signé un décret visant le renforcement de la sécurité informatique des infrastructures américaines. Un nombre croissant de sociétés et de médias du pays ont dernièrement été victimes de cyberattaques et la menace sur des installations essentielles (réseau électrique, distribution d'eau…) se fait sentir de plus en plus. La mesure incite à un partage d'informations et prévoit le développement de normes destinées à protéger la sécurité nationale et la vie privée.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES :

- réseaux et médias sociaux,
- cloud computing,
- solutions 3G et LTE/4G,
- technologies Wifi et WiMAX,
- commerce en ligne,
- cyberjeux,
- notebooks, smartphones, tablettes,
- e-health,
- open source,
- logiciels libres,
- …

3.3 CLEANTECH

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ PAR TYPE D'ÉNERGIE (EN MILLIERS DE MWH PAR JOUR)



Source : U.S. Energy Information Administration (février 2013)

Le secteur cleantech regroupe les technologies qui utilisent les ressources naturelles (eau, énergie, matières premières), dans la perspective d'une amélioration de l'efficacité, couplée à une réduction de l'impact environnemental.

Selon le classement WWF Cleantech des investissements en la matière, les États-Unis se classent 2e derrière la Chine. Le secteur y a enregistré une croissance de 17 % en 2011 par rapport à 2010. Le chiffre d'affaires global américain est estimé à 46,3 milliards d'USD.

L'État californien s'est établi comme un terrain d'essai internationalement reconnu pour les technologies vertes. Les capitaux à risque qui y sont injectés sont conséquents. Plus de 40 % des investissements mondiaux sont destinés aux entreprises cleantech californiennes, soit 3,5 milliards en 2011, une augmentation de 29,6 % par rapport à 2010. À elle seule, la Silicon Valley a attiré 1,2 milliard d'USD. Ces trois dernières années, la Californie a vu naître des start-ups ayant placé l'équivalent de 9 milliards d'USD, soit plus que la somme des 49 autres États.

En 2009, l'emploi dans le secteur a certes baissé de 3 %, mais la diminution moyenne nationale était de 7 %, ce qui montre une stabilité relative de l'industrie verte. Les entreprises dans la région de Los Angeles et de la baie de San Francisco comptent aujourd'hui plus de 20.000 salariés.

La faillite de Solyndra en 2011 a sans doute marqué l'histoire du cleantech aux États-Unis. Cette société d'énergie solaire avait obtenu des subventions de l'administration Obama, qui s'était engagée à la création d'emplois verts. Suite à la chute des prix de l'énergie couplée à la concurrence chinoise, les ventes n'ont pas atteint les niveaux escomptés et Solyndra a été contrainte de déposer le bilan et de fermer ses portes. L'industrie verte californienne est néanmoins restée solide et attire toujours plus d'investisseurs et de start-ups.

On dénombre 910 brevets de technologies cleantech enregistrés en Californie entre 2008 et 2011, et ce malgré la récession, pour seulement 475 pour son dauphin au classement, l'État de New York.

Des initiatives variées et originales voient le jour en Californie. On citera par exemple le CleanTech Institute (CTI), organisation qui se consacre à la promotion de la recherche scientifique, à l'éducation et à la formation professionnelle dans le développement durable ou encore à des projets d'énergies renouvelables.

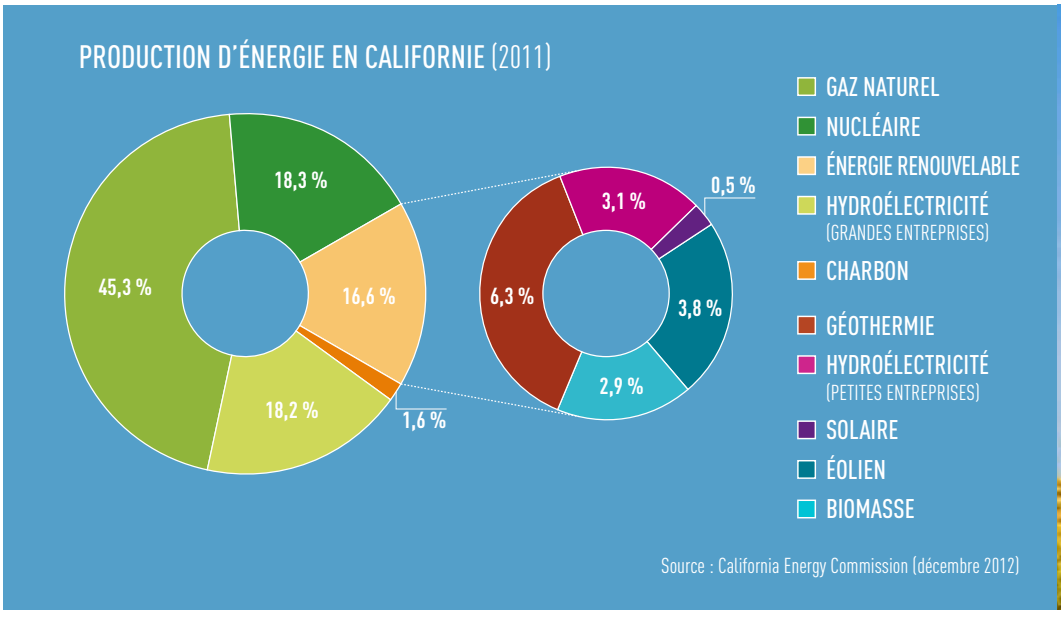
Une seconde illustration est la proposition du maire de San Francisco en octobre 2012 visant à créer des emplois. Elle se décline en trois volets : l'utilisation de bâtiments publics comme sites de démonstration de nouvelles technologies, l'attraction d'institutions pour mettre en place un écosystème cleantech ainsi que l'installation d'incubateurs et d'espaces de travail et de formation destinés à soutenir les entreprises novices dans le domaine.

C'est comme on peut s'y attendre vers le domaine énergétique, plus précisément la génération d'électricité, que se dirigent la majorité des investissements cleantech.

« Cleantech is still in the early stages of a long-term journey. We've reached a point where new products and services are ready to be launched, and as these products come to market, we're seeing renewed interest, innovation and opportunity in cleantech. »

Jay Spencer, directeur chez Ernst & Young LLP's Americas Cleantech, février 2012

La Californie est un élève brillant en matière d'énergies renouvelables. En 2011, le mix énergétique de l'État affichait 14,2% en faveur de celles-ci. La production électrique californienne trouve sa source dans l'énergie verte à raison de 16,6%, contre 4,7% au cours de la même période à l'échelle nationale. L'agence d'information sur l'énergie américaine prévoit une part de plus en plus significative pour le renouvelable dans la génération d'électricité du pays. De 2,2 % seulement en 2005, elle passerait à 6,4 % d'ici 2014, ce que reste largement en dessous de la proportion californienne.

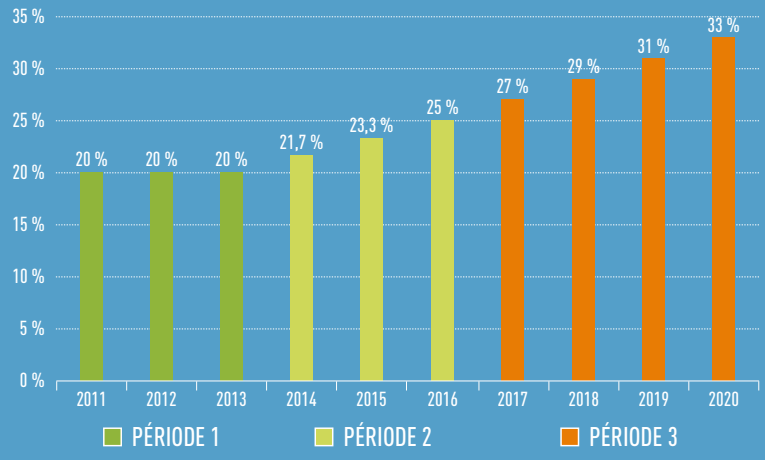


De nombreux mécanismes incitatifs ont été instaurés en Californie pour favoriser l'émergence de projets verts de quelque taille qu'ils soient. Le « Renewable Portfolio Standard », le plan fixé par le gouvernement de Jerry Brown, prévoit que les entreprises génératrices d'électricité ont le devoir d'ici 2020 de s'assurer que 33% de l'électricité distribuée soit produite à partir d'énergie renouvelable. La « California Public Utility Commission » a approuvé en décembre 2011 les différents seuils progressifs pour atteindre l'objectif final à terme.

En 2011, ce taux atteignait déjà 20,6%. Les trois compagnies productrices d'électricité les plus importantes en Californie ont rempli leur contrat : Pacific Gas and Electric Company avec 20,1%, Southern California Edison avec 21,1% et San Diego Gas & Electric avec 20,8%.

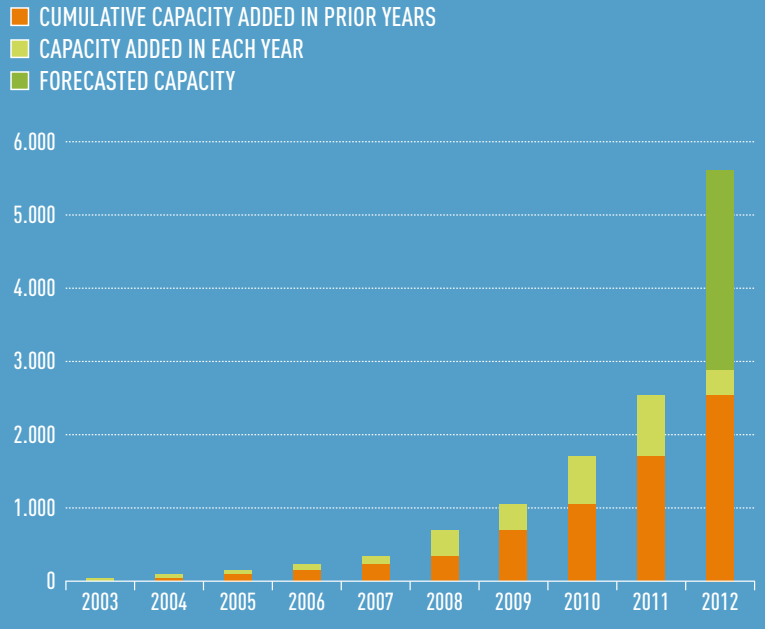
Le gouvernement californien ambitionne la construction d'infrastructures pour parvenir à une capacité additionnelle de 20 GW de production d'énergie renouvelable d'ici 2020. Cette capacité se répartirait en 12 GW d'installations électriques décentralisées et en 8 GW de projets à grande échelle.

ÉVOLUTION DES SEUILS DU RENEWABLE PORTFOLIO STANDARD EN CALIFORNIE



Source : Division of Ratepayer Advocate (juin 2012)

ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ INSTALLÉE DE 2003 À 2012 (EN MW)



Source : California Public Utilities Commission (2e trimestre 2012)

L'engouement pour l'énergie renouvelable est impressionnant en Californie. L'appel d'offres lancé par le RPS en 2011 a connu un succès hors normes : 260 développeurs se sont manifestés et ont soumis pas moins de 3.000 projets équivalant à un total de 250 TWh de production annuelle, soit 4,5 fois la capacité nécessaire pour atteindre d'objectif de 2020 (61 TWh).

Les grandes compagnies productrices d'électricité n'ont pu retenir que 30 de ces propositions, représentant 3% de l'énergie mise en jeu. La majorité des projets sélectionnés se focalisent sur la génération d'énergie solaire photovoltaïque. L'éolien et la biomasse suivent en ordre d'importance.

Le mois de décembre très humide qu'a connu la Californie pourrait accélérer la production d'hydroélectricité en 2013. Selon le California Department of Water Resources, le niveau de précipitations dans la Sierra Nevada depuis octobre est supérieur de 20% à la moyenne. En décembre, il est même tombé deux fois la quantité habituelle. 14 % de la génération hydroélectrique américaine est concentrée en Californie. Notons que seules les petites infrastructures sont considérées dans la catégorie des énergies renouvelables.

Le solaire ou photovoltaïque est le sous-secteur sur lequel se consacre l'écrasante majorité des investissements cleantech pour l'énergie aux États-Unis (91% sur le 4e trimestre 2011, soit 284,5 millions d'USD). Les sociétés d'énergie solaire américaines ont généré 1,2 milliard d'USD en capital-risque, soit 62 % du total mondial. La multitude de panneaux solaires déjà placés sur le territoire californien a permis la production d'un 1 GW d'électricité, soit la quantité nécessaire pour alimenter 750.000 foyers simultanément.

Le marché éolien connaît la croissance la plus importante : 30 % ces trois dernières décennies.

Les indices Metro Clean Tech et State Energy Tech

Deux indices démontrent une fois encore la suprématie de la Californie dans le domaine des technologies vertes. Le Clean Tech Metro Index évalue les 50 plus grandes métropoles américaines selon 22 indicateurs critères répartis en quatre catégories :

- les bâtiments verts,
- les avancées en matière de transport,
- l'électricité propre et la gestion du carbone,
- les investissements, l'innovation et la main d'œuvre dans le cleantech.

La Californie domine le classement avec quatre villes dans le top 10 : San José (1er), San Francisco (2e), Sacramento (4e) et Los Angeles (7e). San Diego arrive en 11e position.

Le State Clean Energy Index, quant à lui, établit un classement par État suivant la performance en énergie propre. Il utilise comme critères la technologie, la politique et les capitaux. La Californie arrive en tête pour la troisième année consécutive, largement devant l'Oregon et le Massachusetts.

Le marché carbone

Une des quatre catégories d'indicateurs que nous avons évoquée mesure la gestion du carbone. Le 1er janvier 2013, la Californie est le premier État à lancer un « marché carbone ». Il s'agit d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, inspiré du mécanisme en vigueur dans l'Union européenne. Il s'agit du programme le plus ambitieux jamais initié aux États-Unis dans le cadre du changement climatique.

Les regards sont donc tournés vers la Californie, responsable de 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les spécialistes évoquent deux raisons. D'une part, le président Obama a, dès sa réélection, affirmé son intention de mobilisation pour la cause environnementale, alors que la thématique avait été délaissée au cours de son premier mandat. D'autre part, un succès de l'opération californienne, la seconde du genre en envergure après celle de l'Union européenne, pourrait inciter d'autres pays. Le Québec et l'Australie préparent des systèmes inspirés de celui de la Californie.

« Today, no area holds more promise than our investments in American energy. After years of talking about it, we're finally poised to control our own energy future. We produce more oil at home than we have in 15 years. We have doubled the distance our cars will go on a gallon of gas, and the amount of renewable energy we generate from sources like wind and solar - with tens of thousands of good American jobs to show for it. We produce more natural gas than ever before - and nearly everyone's energy bill is lower because of it. And over the last four years, our emissions of the dangerous carbon pollution that threatens our planet have actually fallen. »

Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 12 février 2013

La mise en place d'un marché carbone en Californie est une des mesures définies dans la loi AB 32 adoptée en 2006 sous le gouvernement d'Arnold Schwarzenegger, qui ambitionnait une réduction de 30 % des émissions d'ici à 2020 par rapport au niveau de 1990.

Le principe de fonctionnement est celui du « cap-and trade ». Comme en Europe, un seuil maximum d'émissions (cap) a été fixé par les autorités sous la forme de quotas alloués à un certain nombre d'entreprises et de sites industriels. Ces derniers doivent, pour être en règle, soit restreindre leurs émissions, soit acheter des quotas à d'autres protagonistes (« trade »). La California Air Resources Board (CARB) est l'autorité chargée du lancement et du monitoring de ce nouveau marché. Elle a identifié 350 entreprises parmi les plus polluantes installées dans plus de 600 sites qui sont soumis aux quotas depuis le 1er janvier. En 2015, d'autres les rejoindront. Les quotas (un quota équivaut à une tonne) attribués par entité seront diminués au fil du temps, dans l'optique de la réduction visée à l'horizon 2020.

90% des quotas de 2013 ont été alloués gratuitement tandis que le solde était destiné à la vente aux enchères. Au terme de la première séance en novembre 2012, la totalité des 23 millions proposés ont été cédés à 10,09 USD l'unité, alors que leur mise à prix était de 10 USD. Seuls 3 % ont été achetés par des organismes financiers. Il semblerait donc que le monde la finance souhaite patienter, avant de se lancer activement sur ce marché.

Le marché carbone est sujet à controverse dans le secteur industriel qui craint une éventuelle délocalisation hors de la Californie. L'affectation des recettes n'a pas encore été définie; la loi exige qu'elles soient consacrées à des fins environnementales, alors que certaines rumeurs évoquent le financement du projet de TGV californien High Speed Rail.

OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES :

- réduction des émissions de CO_2,
- amélioration des réseaux de transports urbains,
- réseaux intelligents (smart grids),
- développement de véhicules propres,
- traitement des déchets,
- traitement des eaux,
- ...

4

RÉUSSITES RÉCENTES

EUROSENSE

SECTEUR : GÉO-INFORMATION

Eurosense est une société active dans les services exploitant des données géographiques. Fondée à Wemmel en 1964, elle compte plusieurs filiales chez nos voisins directs (Pays-Bas, Allemagne, France) et en Europe de l'Est (Hongrie, Slovaquie, Pologne, Bulgarie et Roumanie). Le groupe emploie environ 200 personnes, qualifiées en ingénierie, géographie et topographie.

Les services offerts sont très variés, allant de la collecte et du traitement des données à la mise à disposition d'applications à valeur ajoutée. Ils s'appuient sur des SIG (systèmes d'information géographique) à la pointe de la technologie: photographie et thermographie aériennes, imagerie satellite et aérienne, production de cartes topographiques, relevé de ressources naturelles, ortho photographie digitale, études environnementales...

La collaboration avec la société californienne ESRI (Environmental Systems Research institute, Inc.) a débuté en 1988 et a débouché dix ans plus tard sur la naissance d'Esri BeLux. Esri est le leader du marché en matière de SIG. Il a développé un logiciel et des applications cartographiques utilisés par plus de 300.000 organismes dans le monde.

www.eurosense.com

EUROGENTEC

SECTEUR : MÉDICAL

Eurogentec S.A. est une spin-off de l'université de Liège créée en 1985. Aujourd'hui société internationale de biotechnologie médicale, elle offre des produits et services pour la recherche scientifique, elle fabrique des composants pour le diagnostic in vitro et elle synthétise du matériel biologique. Son activité se répartit selon trois unités indépendantes : « Life Science », « In Vitro diagnostics » et « GMP BioManufacturing ».

Elle emploie actuellement plus de 300 travailleurs dans ses antennes implantées aux États-Unis, en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Suisse. Le site de production de San Diego a été fondé en 2002 et se consacre la fabrication d'oligonucléotides (Eurogentec NA).

En 2009, Eurogentec a acquis AnaSpec, une société privée basée à Fremont en Californie comptant une centaine de salariés. Elle est spécialisée en protéomique et synthétise des peptides marqués, des anticorps, des sondes fluorescentes ainsi que des tests d'activité enzymatique. La même année, Eurogentec a inauguré une nouvelle unité de production à San Diego.

www.eurogentec.com

« This new facility is a key component of the strategic plan for Eurogentec to grow its global business in the life science research, molecular diagnostic, and clinical laboratory markets. Our goal now is to directly serve the North American market by producing the same high-quality, custom oligos that Eurogentec S.A. has supplied to the US and Canada for the past seven years. »

Diane Wolfe, General Manager d'Eurogentec North America, mai 2009

BARCO

SECTEUR : IMAGERIE

L'entreprise Barco est née en 1934 et siège actuellement à Courtrai. À la source, elle assemblait des récepteurs radio à partir de pièces en provenance des États-Unis, d'où son nom, l'acronyme de « Belgian American Radio COrporation ».

Aujourd'hui, Barco conçoit et développe des solutions de visualisation pour des marchés professionnels variés répartis en six segments : salles de commande, défense et aérospatial, cinéma numérique, santé, multimédia et divertissement, simulation et réalité virtuelle. Barco propose des produits innovants intégrant tous les aspects de la chaîne de l'imagerie, depuis l'acquisition et le traitement jusqu'à l'affichage et la gestion de l'image.

Barco possède ses propres infrastructures pour la fabrication, la recherche et le développement, le marketing, la commercialisation et l'assistance client dans plus de 90 pays sur trois continents (Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique). La société emploie 3.700 travailleurs et a affiché un chiffre d'affaires d'un milliard d'EUR en 2011. Le groupe est présent en Californie, à Sunnyvale.

En 2012, l'agence du trafic de Californie du Sud a choisi les technologies de Barco et de CompView pour développer une plateforme de visualisation de gestion du trafic 100% numérique pour sa ville de Garden Grove. Le mur vidéo de Barco servira de pierre angulaire au fonctionnement du nouveau centre George L. Allen. La ville deviendra ainsi la première dotée d'un système de visualisation unique permettant de centraliser et de contrôler l'entièreté des données de trafic en temps réel enregistrées par un réseau de caméras.

www.barco.com

« Garden Grove is the first city in Southern California to create a full fiber backbone, which allows us to maximize the outstanding image quality and resolution of the Barco video walls. We've always trusted Barco to provide a high-quality product and they deliver what they promise with no exceptions when it comes to excellent performance and reliability. »

Jeff Kaylor, Senior Design Engineer chez CompView

FLYING-CAM

SECTEUR : IMAGERIE

Créée à Oupeye en région liégeoise en 1988 par Emmanuel Prévinaire, Flying-Cam est la première société au monde à proposer des services professionnels de prise de vues aériennes par hélicoptère sans pilote, véritable marché de niche de l'industrie cinématographique.

Elle compte 12 personnes réparties en trois équipes dotées, chacune, de deux hélicoptères : une à Liège, une en Californie, à Santa Monica, depuis 1994 et une à Hong Kong, depuis 2005. Elle vient de lever 2,5 millions d'EUR de capitaux auprès d'investisseurs privés en Asie et en Europe qui vont lui permettre d'engager du personnel supplémentaire.

Le cinéma et l'audiovisuel restent son cœur de métier, mais Flying-Cam évolue d'une activité de prestations de services vers la commercialisation d'un système complet sous licence dénommé SARAH (Special Aerial Response Autonomous Helicopter), adapté aux besoins des clients les plus variés. Cette diversification pourrait lui ouvrir d'autres horizons comme la sécurité, la protection civile, le militaire ou encore l'événementiel.

Ses prouesses techniques uniques ont valu à la PME d'obtenir un Academy Award à Hollywood. Grâce aux investissements permanents en recherche et développement, ses technologies sont assez avancées que pour permettre la diffusion en direct des prises de vue aériennes, une aubaine pour la retransmission d'événements sportifs par exemple.

Malgré le durcissement des règlementations de l'exploitation des engins sans pilote par les organismes de contrôle de l'espace aérien aux États-Unis, des contrats récurrents auprès de producteurs et de chaînes de TV laissent entrevoir un avenir prometteur pour les collaborateurs de Flying-Cam. La société a contribué au tournage de la scène sur les toits d'Istanbul du dernier James Bond (Skyfall) et à plusieurs volets de la série Harry Potter. Flying-Cam a conclu en juillet 2012 un marché avec la production de « Les Schtroumpfs 2 », qui plantera une partie de son décor dans le centre de Paris.

www.flying-cam.com

SCHRÉDER

SECTEUR : ÉCLAIRAGE

Schréder a été fondée en 1927 à Liège ; son siège central est aujourd'hui établi à Bruxelles. La société a équipé la majeure partie du réseau d'éclairage public en Belgique et aux Pays-Bas. Elle est présente dans 33 pays et sur quatre continents, souvent sous d'autres noms (Comatelec en France, Urbis au Royaume-Uni…).

Les performances photométriques de Schréder sont utilisées pour différents types d'éclairage (public, urbain, industriel, de tunnels, par projecteurs, sur mesure…). Le groupe affine ses technologies grâce à des investissements en recherche et développement conséquents afin d'offrir régulièrement de nouveaux procédés en matière d'éclairage, comme la technologie LED.

Aux États-Unis, l'entreprise est active sous le nom de Schréder Lighting depuis 2007. En Californie, le groupe est implanté à Oakland (Associated Lighting Reps alr), à Los Angeles (Prudential Lighting Products) et à San Diego (Western Light Source).

En décembre 2012, la ville de Los Angeles s'est vue remettre le troisième prix du concours international Auroralia, organisé conjointement par Schréder et LUCI et récompensant les meilleures initiatives en matière d'éclairage urbain durable. La métropole californienne a été primée pour son projet « Led conversion ». Avec 210.000 points lumineux, elle possède le second plus grand parc d'éclairage des États-Unis. En février 2009, l'ancien président Bill Clinton et le maire ont lancé un vaste plan de conversion de 140.000 de ses sources lumineuses à la technologie LED. La première phase a modernisé les quartiers résidentiels et les routes secondaires tandis que la seconde, initiée fin 2012, a visé des axes principaux. Plus de 100.000 luminaires ont déjà été placés, générant chacun une économie d'énergie de 50% par rapport à l'appareil d'origine, ce qui représente une réduction de CO_2 de 29.500 tonnes par an.

www.schreder.com

STORIFY

SECTEUR : IT

Le Nivellois Xavier Damman (29 ans) vit à San Francisco depuis 2009. Passionné d'informatique, il a cofondé Stority, une plateforme qui compile les informations brutes postées sur les réseaux sociaux pour les transformer en histoires structurées afin de les partager par la suite.

Le concept s'appelait à l'origine Publitweet et son principe consistait à fondre des tweets en un récit cohérent et exploitable. Skynet, Belgacom et Le Soir ont utilisé ce service dans le cadre des élections régionales en 2009.

Xavier Damman a souhaité développer son idée. Il s'est exilé en Californie. Le journal « San Francisco Chronicle » est devenu son premier client américain. Grâce à des contacts précieux avec des entrepreneurs expérimentés, le projet s'est étendu en 2010 à d'autres sources d'information et a été rebaptisé Storify. Il permet de concevoir des articles sous forme de « stories » en y insérant des statuts Facebook, des vidéos, des images, des liens web. Le produit fini peut ensuite être partagé avec des amis ou publier sur un blog ou sur un site internet.

Depuis le 25 avril 2011, les sites d'information américains les plus consultés, et même la Maison-Blanche, recourent à Storify. La plateforme est également accessible au grand public et tout internaute peut désormais s'improviser reporter dans cette forme de journalisme instantané et multimédia. L'ambition de Xavier Damman est de créer le plus vaste réseau d'information du 21e siècle.

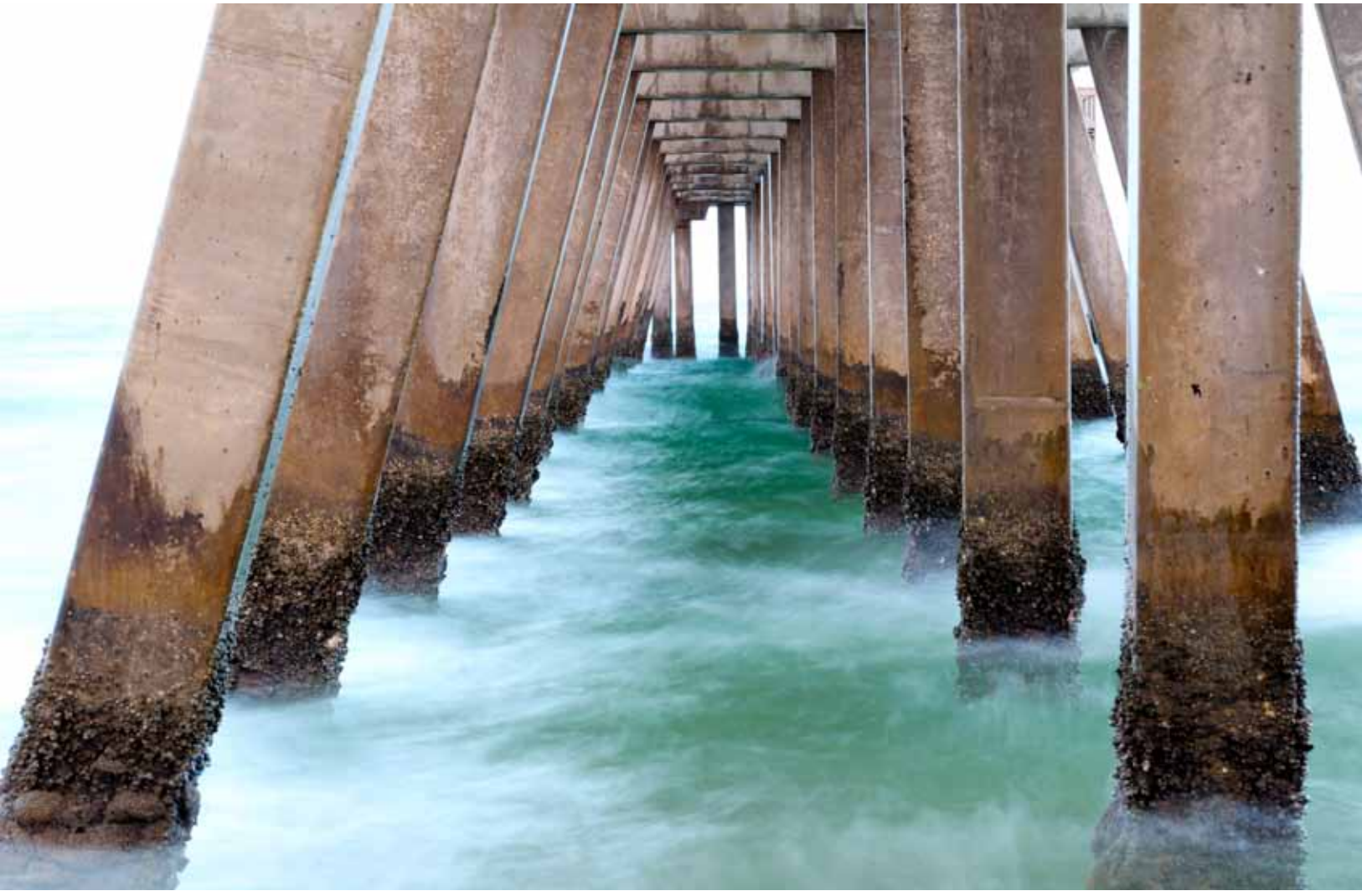
Le jeune entrepreneur s'est vu attribuer le Grand Prix de l'innovation pour le journalisme, mais a aussi été primé par deux fois au festival interactif South by Southwest (SxSW), dans la catégorie « News related technologies » en 2011, puis « Social media » en 2012.

Le succès de Storify n'est pas un cas isolé. D'autres start-ups belges actives dans le domaine IT comme Twistpark, Radionomy et Octopin se sont fait également un nom dans la Silicon Valley.

www.storify.com

« Notre ambition est de construire le plus grand réseau d'information mondial. À travers les réseaux sociaux, le monde dispose de centaines de millions de reporters. Storify est la plateforme qui permet à chacun de puiser dans tout ce contenu partagé afin d'en faire ressortir de l'information. »

Xavier Damman, cofondateur de Storify



5

ADRESSES UTILES

5.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)

Place Sainctelette, 2
1080 Bruxelles
+32 2 421 82 11
+32 2 421 87 87
mail@awex.be
www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
+32 2 800 40 00
+32 2 800 40 01
info@brusselsinvestexport.be
www.bruxellesinvestexport.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE (FIT)

Rue Gaucheret, 90
1030 Bruxelles
+32 2 504 87 11
+32 2 504 88 99
info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.be

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN BELGIQUE

Ambassadeur : S.E. Howard W. GUTMAN
Boulevard du Régent, 27
1000 Bruxelles
+32 2 811 40 00
+32 2 811 45 00
ircbrussels@state.gov
http://belgium.usembassy.gov

DÉPARTEMENT COMMERCIAL ET POLITIQUE DE L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN BELGIQUE

Conseiller à l'économie et au commerce :
Laurie FARRIS
Boulevard du Régent, 27
1000 Bruxelles
+32 2 811 46 00
+32 2 512 36 44
office.brussels@trade.gov
www.buyusa.gov/belgium/en

REPRÉSENTATION PERMANENTE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

Ambassadeur : S.E. William E. KENNARD
Rue Zinner, 13
1000 Bruxelles
+32 2 811 41 00
+32 2 811 51 54
useupa@state.gov
http://useu.usmission.gov

CHAMBRE DE COMMERCE AMÉRICAINE EN BELGIQUE (AMCHAM BELGIUM)

Rue du Trône, 60
1050 Bruxelles
+32 2 513 67 70
+32 2 513 35 90
gchamber@amcham.be
www.amcham.be

5.2 AUX ÉTATS-UNIS

AMBASSADE DE BELGIQUE AUX ÉTATS-UNIS

Ambassadeur : S.E. Jan MATTHYSEN
3330 Garfield Street NW
Washington, DC 20008
+1 202 333 6900
+1 202 333 3079
washington@diplobel.fed.be
www.diplobel.us

CONSULAT GÉNÉRAL À LOS ANGELES

Consul général : Rudi VEESTRAETEN
6100 Wilshire Boulevard, suite 1200
Los Angeles, CA 90048
+1 323 857 1244
+1 323 936 2564
losangeles@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/losangeles

CONSULAT GÉNÉRAL À ATLANTA

Consul général : Geneviève VERBEEK
230 Peachtree Street NW, suite 2710
Atlanta, GA 30303
+1 404 659 2150
+1 404 659 8474
atlanta@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/atlanta

CONSULAT GÉNÉRAL À NEW YORK

Consul général : Marc CALCOEN
1065 Avenue of the Americas, 22e étage
New York, NY 10018
+1 212 586 5110
+1 212 582 9657
newyork@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/newyork

CONSULAT HONORAIRE À SAN DIEGO

Post Office Box 130051
Carlsbad, CA 92013-0051
+1 760 943 9121
+1 760 943 9121
sandiego@diplobel.org

CONSULAT HONORAIRE À SAN FRANCISCO

1663 Mission Street, suite 400
San Francisco, CA 94103
+1 415 861 9910
+1 415 861 9801
sanfrancisco@diplobel.org

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (AWEX)

Attaché économique et commercial :
M. Frédéric DELBART
155 Montgomery Street, suite 207
San Francisco, CA 94104
+1 415 546 5255
+1 415 546 3144
sfo@belgiantrade.org
sanfrancisco@awex-wallonia.com
www.belgiantrade.org

BRUSSELS INVEST & EXPORT

Attaché économique et commercial :
M. Eric GABRYS
Brussels Trade Office
155 Montgomery Street, suite 815
San Francisco, CA 94104
+1 415 291 0130
+1 415 291 0125
california@brusselsinvestexport.com
www.brusselsinvestexport.com

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Attaché économique et commercial :
Mme Tonia VAN DE VYVER
6100 Wilshire Boulevard, suite 1200
Los Angeles, CA 90048
+1 323 857 0842
+1 323 936 0786
losangeles@fitagency.com
www.flandersinvestmentandtrade.com

5.3 SITES À CONSULTER

Portail du gouvernement
des États-Unis d'Amérique
www.usa.gov

Président des États-Unis d'Amérique
www.whitehouse.gov

Sénat américain
www.senate.gov

Congrès américain
(chambre des représentants)
www.house.gov

Ministère de l'agriculture
www.usda.gov

Ministère du commerce
www.commerce.gov

Ministère de l'énergie
www.energy.gov

Ministère de la santé
www.hhs.gov

Ministère des finances
www.treasury.gov

Government Accountability Office
www.gao.gov

Bureau of Economic analysis
www.bea.gov

Réserve fédérale
(Banque centrale américaine)
www.federalreserve.gov

Food and Drug Administration
www.fda.gov

Office national de statistiques
www.census.gov

Bureau des statistiques du travail
www.bls.gov

U.S. Patent and Trademark Office
www.uspto.gov

U.S. Energy Information Administration
www.eia.gov

National Telecommunications
& Information Administration
www.ntia.doc.gov

Californie :

État de Californie
www.ca.gov

California Legislative Analyst's Office
www.lao.ca.gov

Département des finances de Californie
www.dof.ca.gov

Commission californienne de l'énergie
www.energy.ca.gov

Département californien du
développement de l'emploi
www.edd.ca.gov

6

SOURCES

Agence wallonne à l'Exportation et
aux Investissements étrangers
www.awex.be

Brussels Invest & Export
www.brussel-export.be

Flanders Investment and Trade
www.flanderstrade.be

S.P.F. Affaires Étrangères
www.diplomatie.be

Office National du Ducroire
www.ondd.be

Organisation mondiale du commerce
www.wto.org

Fonds Monétaire International
www.imf.org

Organisation de Coopération et
de Développement Economiques
www.oecd.org

Viewswire
www.viewswire.com

Forum Economique Mondial
www.weforum.org

Programme France-Export
www.programme-france-export.fr

Biotechnology Industry Organization
www.bio.org

Reuters
www.reuters.com

Central Intelligence Agency
www.cia.gov

Le Moniteur du Commerce International
www.lemoci.com

L'Echo
www.lecho.be

Le Soir
www.lesoir.be

De Tijd
www.detijd.be

La Libre
www.lalibre.be

Le Vif
www.levif.be

Trends
www.trends.be

La Tribune
www.latribune.fr

Bulletins-électroniques.com
www.bulletins-electroniques.com

The Financial Times
www.ft.com

Agence pour le Commerce extérieur
Rue Montoyer, 3
1000 Bruxelles
+32 2 206 35 11
www.abh-ace.be

Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers
Place Sainctelette, 2
1000 Bruxelles
+32 2 421 82 11
www.awex.be

Bruxelles Invest & Export
Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 Bruxelles
+32 2 800 40 00
www.bruxellesinvestexport.be

Flanders Investment and Trade
Rue Gaucheret, 90
1030 Bruxelles
+32 2 504 87 11
www.flandersinvestmentandtrade.be

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : AVRIL 2013

ÉDITEUR RESPONSABLE : FABIENNE L'HOOST

AUTEUR : NICOLAS PREILLON

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION (www.cible.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE

agence pour le commerce extérieur